

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
19/20 – 15 août 2019



| Tout bloquer |

A l'exception des zélotes du progrès — béats et béotiens dans leur perception d'un temps historique qui s'autoreproduirait automatiquement au rythme de lois immanentes, et donc impératives, en portant l'humanité de triomphe en triomphe —, plus personne ne dort tranquillement. Même les apprentis sorciers qui composent la communauté scientifique sont en émoi. Il y a ceux qui s'inquiètent du réchauffement climatique ou de l'extinction de la flore et la faune, ceux préoccupés par l'empoisonnement de l'eau ou la pollution de l'air, ceux qui constatent l'apparition de nouvelles maladies pharmaco-résistantes ou le caractère frelaté des aliments, ceux qui craignent la pénurie de pétrole ou l'idiotie générée par les technologies digitales... et tous s'alarment de l'entrée de Pères Ubu dans la salle de commande, intelligents et sensibles comme du béton.

La situation semble hors contrôle à tous points de vue (politique, économique, social, environnemental). Après avoir conjuré la menace de l'utopie révolutionnaire, ce vieux monde est en train de s'écrouler sous la sécurité du réalisme réformiste. Le privilège est sauf, mais pas la survie biologique. Avec son obsession de soumettre, de dominer et de piller toute terre, toute eau, tout air, toute flore et toute faune — le pouvoir de la richesse, la richesse du pouvoir — l'être humain s'est lancé dans la sixième et dernière extinction de masse. Dernière, parce qu'elle ne sera cette fois pas causée par un événement extérieur qui s'abattra sur la planète, mais sera directement provoquée par l'organisation sociale actuelle. L'activité industrielle, qui vise à produire des biens aussi confortables que superflus, fait par exemple disparaître une espèce animale ou végétale toutes les vingt minutes, en contaminant toute chose. Le développement, ce mo-

30/5, Brême (Allemagne).
Un véhicule de *Vonovia*, célèbre société immobilière connue pour sa chasse aux pauvres, est incendié dans le quartier de Walle. « *Contre la ville des riches ! Attaquons les acteurs de la gentrification !* », conclut la revendication.

JUIN 2019

9/6, Luc-la-Primaube (France).
En Aveyron pendant toute la semaine précédent la Pentecôte, des visites régulières sont rendues à l'église Saint-Jean : incendies de livres de messe, idem au tabernacle, à la statue de Marie et à une grande croix, trois pièces en bois... et décapitation d'une grande statue du Sacré-Cœur de Jésus.

11/6, Villeneuve-d'Ascq (France).
Dans le Nord, quatre trappes d'opérateurs de téléphonie sont sabotés rue de la Recherche et dans la zone de la Cismaise (deux de *SFR*, un d'*Orange* et de *Bouygues*). Plus de 15000 personnes privées d'internet et d'une partie des services mobiles, dont le siège d'*Auchan France*. Les câbles en fibre optique des différents regards ont été tranchés net.

12/6, Felluns (France).
Dans les Pyrénées-Orientales, le mât de 120 mètres de haut destiné à étudier le vent en vue d'une future implantation d'éoliennes s'écrase au sol suite au sabotage de ses haubans métalliques. Cette chute a entraîné la destruction de tous les appareils de mesure de la société *Abo Wind* (près de 100 000 euros de dégâts).

12/6, Rome (Italie).
Incendie d'un camion-antenne *Vodafone* de téléphonie mobile vers 21h30 dans le quartier de Fidènes au nord de la capitale.

derne fétiche, se traduit de façon toujours plus évidente comme une véritable extermination de la biodiversité.

Mais face à cette réalité brutale qu'aucun expert (ou presque) n'ose désormais nier, seuls quelques-uns se souviennent — non pas comme un futile jeu universitaire, mais comme une indispensable lanterne de voyage — de la mise garde lancée à la veille de la Seconde guerre mondiale par un intellectuel : « *Que tout continue ainsi, voilà la catastrophe. Elle ne réside pas dans ce qui va arriver, mais dans ce qui, dans chaque situation, est donné.* » La catastrophe ne nous attend pas au coin de la rue, elle nous précède et nous accompagne au quotidien.

La catastrophe n'est pas le risque de la prochaine guerre, avec les exodes qu'elle provoquera : la catastrophe ce sont les armées qui s'entraînent, les industries de guerre qui produisent. La catastrophe n'est pas la possible fusion d'un réacteur atomique : la catastrophe est un système social si énergivore qu'il a besoin de recourir au nucléaire. La catastrophe n'est pas le trou dans la couche d'ozone provoqué par un industrialisme jamais rassasié : la catastrophe est le gouffre creusé dans l'intelligence, la conscience et la sensibilité par l'apologie du travail et le culte de l'économie. La catastrophe n'est pas l'abus de pouvoir : la catastrophe est l'exercice du pouvoir. Ce n'est pas ce qui pourrait arriver, c'est ce qui se passe tous les jours sous nos yeux.

Pourquoi ne réagissons-nous pas face à tout cela ? En partie parce que l'illusion esthétique de la démocratie consiste à occulter sa catastrophe permanente sous les beaux atours du consensus. La social-démocratie est une neutralisation des conflits. Comme quelqu'un l'a fait remarquer il y a plus d'un siècle, « *tous doivent avoir droit à la parole, tout le monde doit être satisfait : la "saine" majorité parle, les imbéciles les plus nobles tiennent des discours et, surtout, toute chose doit être plate et lisse — avec de beaux passages — en y ajoutant de petites touches de luttes économiques et une gracieuse dynamique. Vu de près, tout se réalise de manière catastrophique, mais inoffensive à l'intérieur de la catastrophe, ou bien par imitation. Ces catastrophes elles-mêmes sont extrêmement graduelles, elles perdent donc en efficacité et se révèlent d'un pénible ennui. Les catastrophes : comme elles sont ration-*

nelles ! » Tellement rationnelles qu'elles ne suscitent au mieux dans leur *gracieuse dynamique* que le cirque de l'indignation et de la protestation citoyenne : « *le secret de toutes les luttes actuelles est qu'elles mènent inévitablement à un rapport — le compromis démocratique — dans lequel les deux idées (l'essentiel) sont toujours honteusement insultées d'un commun accord ; où l'Humain et ce qui le meut est aplatis et déformé. Voilà en définitive le sens du parlementarisme.* »

Il existe également une autre raison pour laquelle on reste inerte face à la catastrophe. L'analogie courante entre notre civilisation et le Titanic de cette nuit du 14 au 15 avril 1912, ne découle pas seulement de la correspondance entre la société techno-scientifique actuelle et ce chef-d'œuvre d'orgueil de la technologie navale de l'époque qui a sombré après sa collision contre un bloc de glace. Cette analogie est aussi le fruit d'un espoir secret et confortable quant à l'issue finale : après tout, près d'un tiers des personnes à bord du célèbre navire ont survécu (il est vrai qu'en 1912 un SOS fut lancé et que d'autres embarcations se rendirent sur place pour lui prêter secours, alors qu'aujourd'hui... aujourd'hui personne ne viendrait).

Mais si prenions pour acquis que la métaphore est appropriée —oui, nous sommes à bord du Titanic qui est en train de prendre l'eau— que peut-on alors en déduire ? Que notre destin est déjà tout tracé et que *n'importe quelle décision prise sur quoi faire dans le temps qui nous reste est totalement insignifiante*. Face à l'inévitable catastrophe, une réaction vaut l'autre. De fait, il n'y aurait pas de différence substantielle entre aller chercher le commandant pour lui briser les os, étouffer l'angoisse de la mort à travers distractions et divertissements, ou s'enfermer dans une cabine seul ou avec ceux qu'on aime. Si tout est vain, s'il ne reste pas d'autre possibilités en jeu que de monter calmement dans les canots de sauvetage — le choix entre barricade insurrectionnelle, salon hédoniste et potager monacal devient le résultat d'une nuance de caractère, une question d'attitude personnelle.

« *Comment ne pas vous mettre en colère, avec ce qui va se passer ?* », demande le rebelle.

« *Comment ne pas vouloir vous amuser jusqu'à plus soif, avec ce qui va se passer ?* », demande le jouisseur.

« *Comment peut-on se démener autant, avec ce qui va se passer ?* », demande l'ermite.

Revendiqué « *en solidarité avec Anna et Silvia et les prisonniers anarchistes en grève de la faim. Pour la fermeture de la section AS2 de L'Aquila. Non au régime 4 1bis. Non à la vidéoconférence.* »

14/6, Pordic (France).

Dans les Côtes-d'Armor. incendie nocturne de la salle du conseil municipal : après avoir brisé la vitre donnant précisément dessus, du liquide inflammable a été déversé, lançant les flammes à l'assaut des rideaux et de la porte-fenêtre. La salle du conseil municipal est dévastée et inutilisable, la mairie fermée.

15/6, Var (France).

A l'occasion de l'arrestation de deux gilets jaunes incarcérés pour « *destruction par incendie en bande organisée* » depuis le 15 mai, on apprend qu'ont cramé dans la région depuis le début de l'année : une première antenne-relais de téléphonie mobile au Cannet-des-Maures et une seconde au Muy, ainsi que la station-service de l'*Hyper U* aux Arcs-sur-Argens (actes dont ils sont accusés, en plus de radars).

15/6, Francfort (Allemagne).

Une voiture du constructeur de prisons *SPIE* est endommagée dans la nuit : pneus crevés, pare-brise détruit, carrosserie enfoncée. Revendiqué « *pour une société libre sans prisons, pour l'anarchie* » et en solidarité avec les compagnons en butte à la répression à Bruxelles, Bâle, en Italie et en Espagne

16/6, Bardonecchia (Italie).

Dans le Piémont, une voiture des carabinieri est endommagée. Revendiqué « *en solidarité avec Anna et Silvia [compagnoes alors en grève de la faim], et pour la fermeture de la section AS2 de la prison [de L'Aquila].* »

16/6, Clavière (Italie).

Dans le Piémont, le terrain de golf international situé entre Montgenèvre et Clavière est dévasté avec de la peinture et du désherbant. « *Contre l'entreprise Lavazza [le proprio] qui dévaste et profite. Sur un terrain où le jour les riches jouent au golf pendant que les migrants sont pourchassés et repoussés. Contre cette sélection qui tue, contre toutes les formes d'enfermement. En solidarité avec Anna, Silvia et tout-es les compagnons en grève de la faim. Pour la fermeture de la section AS2 de l'Aquila, Liberté pour toutes et tous* »

16/6, Besançon (France).

Dans le Doubs, incendie nocturne d'un engin de chantier sur le futur écoquartier Vauban, à l'aide d'une poubelle. Revendiqué par #jesuispoubellejaune, qui termine par « *A la guerre sociale j'ai voulu contribuer / contre les riches et l'État j'étais déterminée / Pôle emploi, mairies, banques, préfets, comicos, écoquartiers... / Il y a tant de choses à cramer sur notre chemin vers la liberté!* »

17/6, Dortmund (Allemagne).

Plusieurs véhicules sont réduits en cendres au nord de la ville, dans la cour d'un atelier municipal : trois camionnettes et deux voitures incendiés volontairement.

17/6, Cologne (Allemagne).

Dans le quartier d'Ehrenfeld, quatre *Porsche Cayenne* (550 PS, à près de 180.000 euros chacune) flambant neuves partent en fumée dans la nuit sur le parking d'un concessionnaire. Revendiqué par *Conscient Sans peur Véhément* (SUV, en allemand), « *jour et nuit pour le futur* ».

17/6, Mouterre-Silly (France).

Dans la Vienne, le mât de mesure

Ne s'agit-il pas de questions plus que sensées, les unes autant que les autres ? Et n'est-il pas vrai que les réponses s'excluent mutuellement ? C'est ainsi que l'indifférence peut se répandre même *après* la perception de la catastrophe, comme ce fut le cas des passagers du célèbre transatlantique qui utilisaient les morceaux de glace projetés dans le salon pour rafraîchir leurs cocktails.



Mais lorsqu'on prend une autre métaphore souvent utilisée pour décrire la situation actuelle, celle du train lancé à toute vitesse vers le gouffre, alors les choses changent. Parce que ce n'est que lorsqu'on sera précipité dans le vide qu'on saura avec certitude que c'est vraiment la fin. Sinon, et jusqu'au dernier moment, il reste toujours une possibilité : *serrer le frein d'urgence*. Le brusque freinage ferait sursauter les voyageurs en les détournant de leurs bavardages, de leurs affaires, de leur torpeur post-digestive ? Oui, et alors ? Leurs bagages voleraient dans les airs en subissant des dégâts plus ou moins graves une fois retombés par terre ? Oui, et alors ? Une série de freinages irriterait tous ceux qui à bord souhaitent arriver à destination sans secousses et le plus vite possible ? Oui, et alors ? A la folle vitesse où court ce train, un coup de frein trop improvisé risquerait un déraillement qui pourrait avoir de terribles conséquences ? Oui, et alors ? L'alternative est de toute façon certaine et même pire : le gouffre, qui engloutira tout et tous sans distinction.

Voilà pourquoi les politiciens de tous bords et les passagers de toutes les craintes peuvent aussi bien s'abstenir de répéter leurs raisons respectives pour que tout continue comme avant. On connaît par cœur l'indignation du Parti des Honnêtes Gens contre ceux qui tentent de ralentir la course du train. La fureur du Premier Flic d'Italie contre les saboteurs « *qui ont ruiné une journée de travail à des dizaines de milliers d'Italiens* »* rappelle celle de ce Lord anglais face à ce qui fut considéré comme la première grève générale de l'histoire, un été 1842 en Angleterre. Mais comme durent même l'admettre certains historiens, « *à partir de l'invention de la grève générale en 1842, le blocage de approvisionnement énergétique s'est révélé*

à maintes reprises une force des faibles, une arme du mouvement social et une fête émancipatrice. »

Ô combien sont pathétiques tous les petits serveurs volontaires « libres d'obéir » qui ne s'opposent pas — mieux, ils y collaborent activement ! — à la grande catastrophe quotidienne, quand ils se plaignent de la gêne occasionnée à l'industrie (du temps forcé comme du temps libre) par un petit blocage temporaire de l'aliénation. Pathétiques comme les fins stratèges de l'autre-Progress-pour-un-autre-État désireux de se hisser en tête du train pour s'emparer du tableau de commandes, et qui voudraient d'abord convaincre la plupart des passagers de se ranger de « leur » côté, en leur démontrant la nécessité objective d'inverser le sens de la marche. C'est une observation privée de tout fondement. La cabine qui abrite les commandes est blindée, elle ne s'ouvre pas « comme une boîte de thon », et de toute façon *il ne reste plus de temps pour s'emparer du train : on ne peut que l'arrêter.*

Le frein d'urgence se trouve dans tous les compartiments, il suffit de le tirer. Avec intelligence, avec attention, avec détermination. Avec une force autonome, univoque, intransigeante. Puisse la grande catastrophe sourde et invisible de la vie quotidienne être enfin dévoilée et arrêtée par une petite catastrophe volontaire munie d'une évidence pressante.

Finimondo,
27 juillet 2019
(traduit de l'italien)

* Ndt : Cette déclaration de Salvini a été faite suite au sabotage du 22 juillet en gare de Rovezzano (Florence), où une cabine électrique et deux regards de câbles ont été incendiés à l'aube. Quarante-deux TGV ont été annulés et toutes les liaisons ferroviaires entre le nord et le sud ont subi d'énormes retards, « *coupant littéralement le pays en deux* ».

de 120 mètres de haut destiné à l'implantation d'un futur parc éolien est saboté dans la nuit. Installé par le groupe *Valeco*, certains de ses haubans ont été coupés : il s'est plié sur lui-même, en vrillant avant de s'effondrer.

17/6, Grenoble (France).

En Isère, huit véhicules partent en fumée vers 3h du matin sur le parking de la Division technique générale d'EDF. Revendiqué par *Énergumènes Diablement Furax*.

17/6, Göttingen (Allemagne).

Des pneus sont enflammés devant l'entrée de l'*Office des Étrangers*, dont la façade est couverte de peinture. « *En les expulsant, on prive des êtres de leur vie. Ils sont enfermés et envoyés dans des lieux où ils ne peuvent ni ne veulent vivre. Les responsables rejettent toute culpabilité, se cachent derrière leurs bureaux, leurs textes de lois et les ordres d'en haut. Mais les crimes [des expulsions] ont bien eu lieu ici. Devant la mairie et dans l'Office des Étrangers.* »

19/6, Teich (France)

En Gironde, trois passages à niveau sont sabotés au petit matin en s'en prenant à l'installation électrique située en bordure de voie. Des retards toute la journée sur les TER qui circulent entre Bordeaux et Arcachon.

22/6, Cruas (France).

En Ardèche, le fameux collaborateur de la machine à expulser, *La Poste* (c'est encore arrivé début juin dans une agence de Champigny-sur-Marne), a vu deux de ses voitures partir en fumée dans la nuit après avoir eu leurs pneus crevés. Une troisième est endommagée par les flammes.

23/6, Rosiers-d'Egletons (France).
En Corrèze, dix gros engins de

chantier de sous-traitants d'*Eurovia (Vinci)* partent en fumée vers 5h du matin : trois pelles sur chenilles, trois tombereaux articulés, un compacteur, un bulldozer et deux autres encore (2,5 millions d'euros de dégâts). Le chantier concernait la construction de gigantesques serres de tomates industrielles.

24/6, Leipzig (Allemagne). Incendie dans la nuit d'un engin de chantier du constructeur de prisons *Vinci*. Revendiqué notamment en solidarité avec les compagnonnes Anna et Silvia en grève de la faim en Italie.

24/6, Yerres (France). Dans l'Essonne, sabotage à l'aube de la ligne du RER D dans la gare. Le trafic est totalement interrompu une partie de la matinée dans les deux sens entre Melun et Villeneuve-Saint-Georges.

25/6, Gênes (Italie). Incendie d'un relais de téléphonie mobile en solidarité avec les anarchistes incarcérés et pour la fermeture de la section AS2 de L'Aquila (prison pour femmes où sont retenues Anna et Silvia).

25/6, Athènes (Grèce). Un barrage d'attaques incendiaires secoue le centre ville de la capitale : les unités de police en faction devant le Ministère de la Culture, devant le siège du parti PASOK et sur la rue Patission sont attaqués avec des molotovs.

27/6, Paris (France). Une camionnette du constructeur de toiles *Eiffage* part en fumée rue des Grands

| La stratégie de l'escargot |

« Il faut porter la panique à la surface des choses »

Ce matin – dix jours après le vingt-et-unième anniversaire de la mort de Maria Soledad Rosas, deux jours après le dix-huitième anniversaire de la mort de Carlo Giuliani, et quelques heures avant l'annonce du verdict du tribunal de Florence contre une trentaine d'anarchistes – la ligne ferroviaire qui relie Rome et Florence est à l'arrêt, suspendue, bloquée. Qu'est-il arrivé ? A l'aube, en proche banlieue du chef-lieu toscan, une cabine électrique du TGV s'est réchauffée au point de s'enflammer. Serait-ce un hasard ? Une coïncidence ? Une « vile provocation » ? Ou bien, plus simplement et humainement, un geste d'amour et de rage ?

Il est facile d'imaginer que se trouvent sur place un ramassis de techniciens des chemins de fer et de la préfecture de police. Après les premières constatations, les responsables de Rfi [*Rete ferroviaria italiana*] ont déclaré que « *l'origine de l'incendie contre les installations qui gèrent la circulation des trains est liée à un acte volontaire causé par des inconnus* ». Des inconnus qui avec un petit rien ont provoqué le chaos dans la circulation ferroviaire nationale, un secteur important de ce système public de transport qui fait chaque jour fonctionner notre aimable société, déplaçant des marchandises humaines et inhumaines selon les besoins du marché. Et quand plus rien ne fonctionne, on le sait, on est alors obligé de penser à tout autre chose.

Oui, on le sait bien, on sait que les flics et les journalistes – habitués comme ils sont au mutisme de l'obéissance ou au chœur du consensus – prendront nos mots rien moins que comme une « revendication ».

Mais que voulez-vous ? C'est plus fort que nous. On ne réussit pas à contenir notre émotion en constatant à quel point ce géant nommé Pouvoir a encore et toujours des pieds d'argile. Comment il suffit d'allumer une cigarette à l'air libre de la campagne sous la lune pour l'envoyer en tilt. Comment toute sa magnificence exaltée, toute son invincibilité arrogante dépendent de fragiles câbles disséminés un peu partout. Si vulnérables qu'ils peuvent mettre être neutralisés par une limace*.

Le spectre de la mort et la menace de la prison pourront arrêter ceux qui doivent cultiver leurs propres intérêts, mais ils n'ont jamais arrêté ceux qui désirent ardemment leur propre liberté.

Finimondo,
22 juillet 2019
(traduit de l'italien)

* NdT : Le 30 mai dernier, sur plusieurs lignes du sud du Japon, une grosse panne de courant avait stoppé des dizaines de trains et provoqué des retards pour 12 000 passagers. La *Kyushu Railway Company* avait été contrainte d'annuler 26 trains et d'autres avaient été affectés par des retards qui avaient semé le chaos sur un réseau ferré célèbre pour son efficacité et sa ponctualité. Fin juin, on apprenait finalement que c'est officiellement une limace s'étant introduite dans un boîtier électrique avant de griller net qui avait fait disjoncter le tout.

.....

Si dans l'actuelle période, pour l'action, les Anarchistes sont incapables d'admettre et de cultiver l'autonomie de l'individu (non pas une liberté métaphysique mais une possibilité réelle de liberté), que peuvent-ils reprocher à leurs adversaires, en quoi prétendraient-ils se différencier d'eux et que font-ils de l'idéal libertaire ? Quel futur milieu préparent-ils ainsi ?

... S'il s'agit de vivre, en l'actuelle société, il n'est pas logique de contribuer à son maintien. Aussi la propagande ouvriériste ne saurait-elle prétendre représenter l'esprit anarchiste. L'illégalisme me semble plus conforme logiquement à cet esprit. Il s'agit surtout de préparer des forces capables de briser les cadres de la société autoritaire. Est-ce en flattant les esclaves, en leur améliorant leur servitude actuelle que vous prétendez arriver à notre but ? Ce but n'est pas celui des politiciens : changer le pouvoir, mais il s'agit de détruire tout vestige d'autorité. Nous ne devons donc pas imiter les méthodes adverses, préparer les hommes à marcher en troupeaux sous la conduite des bergers, toujours prêts à trahir par lâcheté ou ambition, mais nous devons insuffler l'esprit de révolte et de libre initiative qui seul permettra aux hommes d'être capables d'agir avec raison et énergie.

Albert Soubervielle

La revue internationale anarchiste n°3, 15 janvier 1924

Champs (20e). « *Contre la prison, contre ce monde qui est une grande prison. Feu à ceux qui construisent des taules. En solidarité avec les anarchistes en grève de la faim en Italie (et aussi tou.te.s les autres).* » précise la revendication.

Fin juin (France).

Tout le bâtiment 9 du centre de rétention n°2 du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) est incendié lors d'une révolte de retenus. Le 8 juillet, c'est une chambre qui part en fumée dans le Bâtiment n°1 du centre de rétention de Vincennes (Paris).

JUILLET 2019

4/7, Rhénanie-Westphalie (Allemagne).

Un mât de péage de quatre mètres de haut servant à scanner les plaques d'immatriculation est détruit sur l'autoroute B514 : verre épais brisé puis incendie à l'intérieur. « *Dans cette société évoluant dans un sens toujours plus autoritaire et numérisée de toutes parts, il est précisément nécessaire d'attaquer la technique de surveillance – partout* » dit notamment la revendication.

4/7, Forbach (France).

En Moselle, incendie du centre des impôts à l'aide de palettes vers 2h du matin. Le feu a détruit le système de clim à l'arrière et les flammes ont léché la façade. Une première tentative avait déjà eu lieu le 21 juin à l'aide d'une poubelle enflammée. Le 11 juillet, c'est le centre des impôts de Sarreguemines, toujours en Moselle, qui essuiera des tirs de carabine dans ses fenêtres.

4/7, Liancourt (France).

Dans l'Oise, trois voitures de matons sont incendiées sur le parking de la prison peu avant 4h du matin, à l'aide fumigènes jetés dans leur habitacle.

Quelques heures plus tôt, une quarantaine de prisonniers avaient effectué un refus de remonter de promenade pendant une heure.

4/7, Barcelone (Espagne).

Deux véhicules de l'entreprise de sécurité *Prosegur* sont incendiés au petit matin au début de l'avenue Vilanova. Revendiqué en solidarité avec les anarchistes italiens en grève de la faim et les prisonniers en lutte en Espagne. « Rien n'est fini, tout continue ! » conclut le communiqué.

5/7, Madrid (Espagne).

Dans le quartier de Carabanchel, *Quelques vandales incontrôlés* incendient le véhicule d'une agence immobilière. Revendiqué contre les expulsions, et en solidarité avec les anarchistes qui ont mené une grève de la faim en Italie.

5/7, Brême (Allemagne).

Un camion de l'administration pénitentiaire part en fumée sur un parking grillagé dans le quartier de Walle. « *Mais nous qui sommes dehors, ne sommes pas les seul.e.s à lutter contre la société carcérale. Derrière les murs aussi, des personnes essaient de préserver leur dignité et leur liberté. A elles aussi nous envoyons des salutations solidaires. Liberté pour tou.te.s les prisonnier.e.s* » précise notamment la revendication.

5-6/7, Berlin (Allemagne).

Dans le quartier de Neukölln, incendie deux nuits de suite de véhicules *BMW* destinés à l'auto-partage (entreprise *Drivenow*).

| Contribution barbare |

Lorsqu'on essaie de lire la réalité qui nous entoure, on se rend compte qu'on est en train d'assister au développement de transformations profondes du côté de la gestion du pouvoir politique et économique. De tels changements se répercutent également au niveau social. Il est donc nécessaire de se confronter aux transformations en cours, et d'en tenir compte dans nos analyses et nos perspectives d'attaque.

Le capital n'est pas en crise, mais, plus « simplement », les choix financiers des Etats ont créé des difficultés dans la gestion traditionnelle du marché, et ont produit, en général, une aggravation des conditions de vie des consommateurs-citoyens. Les contradictions développées par le capital ont contribué à déterminer des occasions d'affrontement dans certaines zones, plus ou moins sanglantes et à long terme, entre d'un côté les gardiens du pouvoir et ses structures, et de l'autre ces franges de la population lassées d'être exclues du confort promis par le faux bien-être de la société de consommation.

Face à cela, il est naturel de se demander quoi faire. Etre présents « ici et maintenant » est en effet à la base de notre désir de rupture violente avec tout système de valeurs, avec le capital et ses différentes facettes. Dans le cadre de ces réflexions et dans la définition de perspectives qui puissent nous orienter sur les chemins incertains et inexplorés de la révolte, nous pensons qu'il faut éviter de se confronter à la réalité avec des yeux remplis d'enthousiasmes faciles qui risquent de nous faire voir des insurrections à tous les coins de rue, des complices dans chaque indigné, des sujets révolutionnaires dans chaque exploité. En même temps, nous pensons qu'il est tout aussi dangereux de rester ancrés dans une sorte de réalisme pessimiste qui risque de nous immobiliser par les temps qui courent, de nous transformer en attentistes emprisonnés dans une logique de type déterministe.

Ce qui nous semble fondamental, c'est de se placer dans une optique d'observation lucide qui peut nous permettre de saisir les transformations en cours, d'identifier les aspects vulnérables de l'ennemi, afin d'évaluer au mieux quoi et comment attaquer.

Dans une condition mentale et matérielle où domine l'urgence d'en être (et non d'être), c'est-à-dire de définir son rôle à l'intérieur d'une possible conflictualité diffuse, on risque de perdre de vue la centralité de la question : la nécessité de partir de soi, de ses propres idées et perspectives anarchistes. Lorsqu'éclate une révolte spontanée, le problème des anarchistes n'est donc pas de chercher un rôle parmi d'autres rôles, de trouver la manière de se faire accepter par les autres, d'être agréables ou de cacher ses véritables désirs pour tisser des alliances. Il serait plutôt utile de déterminer des conditions d'attaque qui empêchent le retour à la normalité, d'expérimenter l'agir qui nous appartient, de trouver des objectifs que la spontanéité n'est à elle seule pas en mesure de trouver. Toute hypothèse insurrectionnelle est imprévisible et indépendante de nous, mais en tant qu'anarchistes, et dans une optique de conflictualité permanente et de définition de projets insurrectionnels, nous pouvons par contre donner une contribution fondamentale lorsqu'elle se produit.

Le problème qu'il faudrait selon nous se poser, n'est pas tant comment se relier aux possibilités de révoltes dans la rue, de luttes sur un territoire et/ou spécifiques qui pourraient se radicaliser et se diffuser, mais plutôt comment continuer à agir et à attaquer, de manière pratique et théorique, à la lumière des transformations en cours à l'intérieur de la société et des mécanismes de domination.

Analyser les pratiques et les parcours de lutte par rapport aux objectifs est une étape fondamentale dans un discours visant à identifier les limites et les perspectives dans la théorie et la pratique de la subversion sociale. Afin de mieux toucher les différentes problématiques et propositions que nous voulons affronter ici, identifions quelques points et quelques sujets que nous voudrions porter à l'attention des compagnons.

Nous pensons qu'il est urgent d'aborder la question des modalités de communication entre compagnons. Le problème peut être affronté en distinguant deux aspects, celui des manières avec lesquelles nous décidons de communiquer, et celui de la valeur que nous accordons aux instruments que nous choisissons à chaque fois d'utiliser. Nous faisons en particulier référence à l'utilisation du réseau télématique [applications associant les télécommunications et l'informatique comme par exemple internet, NdT], et le rapport que nous en-

6/7, Seppois-le-Bas (France). Dans le Haut-Rhin, incendie d'un relais de téléphonie mobile utilisé par trois opérateurs (*Free, Orange et SFR*) à l'aide de pneus vers 2h du matin. Des milliers de clients privés de téléphone portable et de SMS.

6/7, Morteau (Doubs). Coupure de la fibre optique dans tous les villages du Val de Morteau grâce une intervention incendiaire sur l'installation électrique du Nœud de raccordement optique (NRO) de cette ville. L'alimentation de secours n'a tenu que deux heures avant de déclencher l'alerte.

7/7, Athènes (Grèce). Lors des élections législatives, les *Chasseurs-Incendiaires d'Urnes Électorales* revendiquent le vol puis la destruction d'une urne électorale du centre de vote n° 33. Les assaillants l'ont envahi, ont affronté les policiers en faction et sont repartis avec l'urne contenant les bulletins juste avant sa fermeture.

8/7, Berlin (Allemagne). Deux SUVs et plusieurs autres grosses voitures sont incendiés sur un parking privé. « *Nous n'avons pas de revendications. Nous ne demandons pas aux gris messieurs de la Politique d'instaurer une société plus aimable avec le climat, ce qui ne servirait qu'à apaiser la colère justifiée contre ce système dévastateur. Nous menons notre lutte pour une vie solidaire et libre de façon auto-organisée et déterminée.* »

8/7, Östersund (Suède). Incendie d'une voiture garée devant le bureau de SCA (*Svenska Cellulosa Aktiebolaget,*

géant suédois de la filière du bois). « *SCA est l'une des entreprises responsables du déboisement et de la destruction des forêts anciennes en Suède* » précise notamment la revendication de l'*ELF*.

9/7, Limeil-Brévannes (France). Dans le Val-de-Marne, dix voitures municipales sont touchées par un incendie sur le parking en face de la mairie. Deux nuits plus tard, ce sont quatre voitures et une camionnette des services techniques de la ville qui les rejoignent à la casse. Enfin, la nuit du 16 juillet, c'est une voiture volée qui est déposée et incendiée sur les marches du parvis de la mairie, endommageant le porche du bâtiment.

10/7, Linthal (France). Dans le Haut-Rhin, un camion du *Tour de France* garé à côté du conseil général et contenant du matériel électrique et informatique part en fumée avant la 6e étape partant de Mulhouse. Des tags « *On lâche rien, jaune 2019* », « *fuck capitalisme* » et ACAB sont retrouvés à côté.

12/7, Chambéry (France). En Savoie, incendie vers 23h de deux engins utilisés par *Eiffage* sur un chantier du bailleur social local.

12/7, Saronno (Italie). Un distributeur de billets de la banque *Credem* est entièrement calciné dans la nuit. Un tag sur la vitrine précise à côté « *Liberté pour Silvia, Anna et Nat* » avec un A cerclé.

13/7, Mantes-la-Jolie (France). Dans les Yvelines, au cours de l'émeute qui précède la fête

tretenons avec lui. Notre utilisation de ces instruments, même de manière secondaire, est une donnée de fait, mais il n'en reste pas moins que ce n'est certainement pas pour cela qu'on peut les trouver utiles en cas d'insurrection ou les considérer comme un instrument fondamental dans la définition de nos perspectives, voire comme quelque chose dont on pourrait disposer librement.

Les systèmes de communication de type virtuel ont connu un développement incroyable ces vingt dernières années dans la société où nous vivons, et imprègnent toujours davantage la réalité et le système de relations entre les personnes. On ne peut nier que de tels systèmes sont lentement entrés dans nos vies, conditionnant même inévitablement notre manière de nous relationner avec les autres, avec ce qui nous entoure, et avec les instruments télématiques eux-mêmes. Tout cela s'est produit malgré le fait que chacun est conscient que l'irréalité virtuelle est fonctionnelle au pouvoir et constitue une de ses forces.

Au cours de la dernière décennie, les moyens traditionnels de faire circuler nos idées, comme par exemple les journaux, les tracts, les affiches ou les livres ont été réduits, et la diffusion des idées elles-mêmes a été presque entièrement déléguée à l'univers virtuel. Il est plus que jamais indispensable de dépoussiérer les vieilles formes de rencontre et de communication entre compagnons, mais aussi d'en expérimenter de nouvelles, qui soient cette fois uniquement nôtres, et pas celles de l'ennemi. Il faut à nouveau se rencontrer et prendre le temps de le faire, même si c'est une chose toujours plus difficile à cause des rythmes imposés par la vie moderne, des rythmes qui sont plus ou moins volontairement devenus les nôtres.

On entend souvent des gens évoquer la possibilité d'exploiter les instruments télématiques dans des situations spécifiques, mais le fait de se retrouver face à face avec un usage presque quotidien d'internet, en particulier pour échanger des informations ou des idées, nous montre à quel point la réalité virtuelle peut à conditionner de manière négative la façon même de se lier les uns aux autres. L'idée d'un bon usage de la réalité virtuelle dans une perspective révolutionnaire ne nous convainc pas, et nous pensons plutôt que prendre en considération une telle possibilité impliquerait de choisir des chemins qui n'offrent aucune garantie, parce que fonctionnels au capital et gérés par

le pouvoir. La télématique et le développement technologique doivent au contraire devenir des cibles potentielles d'attaque.

Saboter la production

La machine du capital est alimentée par les structures de pouvoir (bureaucraties et institutions), les mécanismes de répression et de contrôle (prisons, tribunaux, forces militaires et de police, systèmes de surveillance), le travail, le consensus et la production. La critique radicale et les perspectives d'attaque doivent donc se développer à plusieurs niveaux, d'un point de vue aussi bien théorique que pratique. Le système de production et de consommation est en particulier ce qui lie et enchaîne directement les individus au capital et à ses différents aspects. La création de faux besoins détermine la soumission, plus ou moins consciente, à l'exploitation salariée et aux logiques du colonialisme économique. La production d'énergie, les complexes industriels et les usines plus ou moins délocalisées, la diffusion de marchandises sont à la base du fonctionnement de ce monde-là.

C'est notamment dans cette direction qu'il faut agir, sans attendre que ce mur de marchandisation, qui pénètre chaque aspect de l'existence, nous tombe inexorablement dessus, pendant qu'on tente d'érafler sa surface plutôt que de s'en prendre à ses fondations, enterrant dans un même mouvement toute possibilité future d'attaque. Trouver, échanger et diffuser des informations pratiques et théoriques à ce propos, sur le repérage et l'utilisation d'instruments et de connaissances, est un des aspects qu'il nous semble indispensable de discuter et de développer.

On pourrait se poser des questions sur comment agir et attaquer, mais il est tout aussi important de se demander contre quoi agir et quels sont les objectifs à identifier, en s'appuyant sur la prise d'initiatives plutôt que de s'enfermer dans des logiques de ripostes. Notre environnement pullule de lieux où le capital prolifère. De lieux qui ont été créés, ou ont changé radicalement ces dernières décennies. Prenons rapidement un exemple pour mettre facilement en évidence certains des changements auxquels nous faisons référence : pensons à la différence qu'il y a entre des archives papier et les bases de données. Avant, l'incendie de documents dans le bureau municipal de l'état civil, d'un lieu de travail

nationale, la *CAF* et *La Poste* perdent leur vitres et une banque son distributeur de billets, tandis qu'un *Centre d'affaires* est en partie saccagé et pillé.

13/7, Munich (Allemagne). Une grosse Volvo et une Porsche sont incendiées par *Les samedis pour le Munich de l'Avenir* (réfèrece aux Vendredis pour le Climat). La revendication inscrit l'attaque dans la lutte contre les dévastateurs de l'environnement.

14/7, Saint-Pern (France). En ce jour de fête nationale, une partie du local technique d'un relais TDF de 270 mètres de haut se consume vers 20h près de Rennes. Des multiplex télé (écran noir) et la réception de deux radios perturbés pendant plusieurs heures.

14/7, Saint-Herblain (France). Sabotage de réseaux électriques, gaz, téléphone à l'entrée de la zone commerciale Atlantis, et des ordures (en très grande quantité) déversées en plusieurs points.

15/7, Angoulême (France). En Charente, un gros émetteur TDF est incendié vers 2h30 du matin au lieu-dit Petit Beauregard. Au moins 70 000 foyers touchés pendant plusieurs jours, avec une coupure de diffusion de la télévision en TNT, et des 4 opérateurs de téléphonie (*Orange*, *SFR*, *Bouygues* et *Free*).

15/7, Arbonne (France). Dans les Pyrénées-Atlantiques, plusieurs engins de chantier de *Colas (Bouygues)* qui collabore au prochain G7 de Biarritz, sont sabotés.

16/7, Saint-Germain-lès-Arpajon (France). En Essonne, deux voitures de la

police municipale sont incendiées vers une heure du matin dans l'enceinte des services techniques de la ville.

16/7, Essonne (France).
La même nuit, deux mâts dédiés à la vidéosurveillance sont sciés dans la nuit et s'écrasent à terre, l'un à Massy et le second à Longjumeau.

18/7, Bure (France).
Dans la Meuse, le bois Lejuc convoité par le gestionnaire de la future poubelle nucléaire, l'ANDRA, est brièvement réoccupé. Des barricades enflammées, des billes d'acier et des molotovs accueillent les gendarmes, pendant qu'un de leurs véhicules tout-terrain perd son pare-brise. Un camarade, Kevin, condamné à 4 mois ferme.

22/7, Allemagne.
Des voitures personnelles de militants identitaires incendiées à Rostock, Berlin et Leipzig-Halle au cours du mois de juillet.

22/7, Munich (Allemagne).
Un véhicule de l'entreprise *Dussmann*, qui profite directement des prisons, est incendié dans le quartier de Neuperlach au cours de la nuit.

22/7, Rovazzano (Italie).
Près de Florence, incendie vers 5h du matin près des voies de train de la cabine électrique et de deux regards où passent les câbles. Le trafic ferroviaire de la moitié du pays part en tilt : 42 TGV supprimés et d'importants retards entre les grandes villes du nord au sud.

23/7, Dax (France).
Dans les Landes, le transformateur électrique SNCF du passage à niveau et incendié

ou dans un gros complexe industriel pouvait représenter une action destructrice concrète. Aujourd'hui non, vu que les informations ou les archives sont conservées dans des bases de données, de petits instruments électroniques qui courent le long de kilomètres de câbles. Ne faudrait-il pas en tenir compte ? N'est-il pas évident que les changements de l'ennemi ont été radicaux et qu'on ne peut les ignorer, mais qu'il faut au contraire les approfondir et les connaître ?

Nous ne voulons pas faire ici une énumération d'autres possibles objectifs d'attaque, parce que nous préférons laisser à chacun l'imagination dans la recherche et la créativité pour définir ses propres perspectives de révolte.

Un autre point sur lequel il nous intéresse de porter rapidement l'attention est la dimension internationale que doit prendre ou reprendre la perspective insurrectionnelle. Des occasions comme celle-là [à Zurich] permettent de se voir, de discuter, de se confronter entre compagnons de différents endroits, et peuvent constituer un point de départ pour l'approfondissement des relations futures, là où naît le besoin et là où on désire les approfondir. Mais la possibilité de tisser des rapports individuels ou entre différents contextes n'est pas l'objectif final, ce n'est qu'un préalable et un aspect de la dimension internationale à laquelle nous aspirons. Avoir des liens avec les compagnons qui vivent à l'extérieur ou s'échanger du matériel et des connaissances ne suffit pas en soi, il faut aussi que chacun de nous sache se projeter dans une optique d'observation et d'action qui dépasse les frontières territoriales.

Pour être plus clair, on peut penser à ce qui est arrivé en Grèce ces dernières années, à l'insurrection de décembre, aux mille attaques disséminées sur tout le territoire, à la conflictualité à répétition contre les forces de l'ordre et les différents symboles et lieux du pouvoir, aux pillages de supermarchés et à tant d'autres actions qui nous ont réchauffé le cœur et enflammé l'esprit. Des feux qui sont pourtant rarement sortis de nos esprits pour emprunter une dimension concrète. Les raisons sont diverses et différentes les unes des autres. Manque de contacts ? Réalité trop éloignée de la nôtre ? Conditions internes difficilement déchiffrables ? Informations sporadiques et souvent exclusivement liées à des sources officielles ? Oui, certes, ce sont des raisons qui ont certainement compté. Mais la première d'entre

elles, celle qui a été déterminante, est le fait que nous n'étions pas, et ne sommes pas, préparés, et donc que nous sommes incapables de saisir des occasions. Réussir à porter hors des frontières grecques une conflictualité permanente et des attaques ciblées, être capables de comprendre les contradictions que le capital développe un peu partout, être en mesure de contre-attaquer en ayant à disposition des informations et des instruments développés à l'avance, aurait pu faire la différence. C'est aussi en réfléchissant sur cette occasion manquée, mais on pourrait en citer beaucoup d'autres, qu'on peut comprendre à quel point il est nécessaire d'avoir la capacité de porter notre regard au-delà de ce qui se trouve dans l'environnement immédiat de chacun d'entre nous, et d'être prêts, d'être préparés.

A force de vouloir « en être », à travers la manie de vouloir participer à la possibilité de propager l'indignation, on risque de s'égarer entre les provocations du capital et des trajectoires de rue qui ne sont pas les nôtres. Nous n'avons aucun monde à sauver, ni de consciences à conquérir, ni de verbes à diffuser. Bien que la créativité comme facteur d'imprévisibilité soit fondamentale, les perspectives et les objectifs ne peuvent pas sortir à l'improviste de quelque chapeau magique, on ne peut pas s'abaisser à une quête obsessionnelle de rôles, de nombres et de présences. L'exploration de nouveaux sentiers d'attaque, l'exploration de nouveaux moyens, instruments et techniques liés non seulement à nos objectifs, mais aussi aux contextes et aux forces disponibles, demeure d'une importance primordiale. Il existe des possibilités infinies d'intervention dans un sens critique et destructif par rapport à la réalité qui nous entoure, et en ce sens, nous pensons qu'il est important d'étendre et de diversifier les pratiques de conflit en tentant de les rendre, à chaque fois, reproductibles.

Palerme, 31 octobre

Contribution envoyée à la *Rencontre anarchiste internationale* de Zurich (Suisse), 10/13 novembre 2012

vers 1h du matin, après que les dalles de béton protégeant les rigoles aient été déplacées.

24/7, Nuremberg (Allemagne). Pour entraver une opération policière de grande envergure dans le centre-ville, *Des anarchistes* mettent le feu à un grand tas de pneus et de palettes, provoquant une vaste fumée qui contraint les forces de l'ordre à mettre fin à leur opération.

24/7, Berlin (Allemagne). Incendie nocturne d'un véhicule de *Telekom*, revendiqué par *Des anarchistes* en solidarité avec les trois compagnons de Hambourg [deux anarchistes arrêtés en possession d'engins incendiaires puis incarcérés, une troisième arrêtée mais relâchée sous conditions, qui deviendront *Les trois des bancs publics*]. « *Nous envoyons de l'amour et de la force à tous les esprits rebelles de ce monde, dont les messages, comme ceux venant d'endroits très lointains et qui se battent contre l'autorité et la domination, nous parviennent comme les salutations d'amis.* »

24/7, Chelles (France). En Seine-et-Marne, série d'attaques contre la vidéosurveillance, dont trois mâts de support des caméras sont meulés à la disqueuse.

25/7, Wuppertal (Allemagne). En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, un utilitaire du gentrificateur *Vonovia* part en fumée dans la nuit. Revendiqué en solidarité avec les trois compagnons de Hambourg et le *Liebig34* de Berlin sous expulsion.

25/7, Berlin (Allemagne). Destruction nocturne des vitres d'un bureau et d'un pavillon

de vente du constructeur de résidences de luxe *Pandion*, dans le quartier de Friedrichshain. Revendiqué en solidarité avec les trois compagnons de Hambourg par *Une équipe de destruction anonyme*.

27/7, Perpignan (France). Dans les Pyrénées-Orientales, la permanence *LREM* perd toutes ses vitres lors de la traditionnelle manifestation des Gilets jaunes, et son mobilier est incendié, tandis que le député présent à l'intérieur se planque pour ne pas être vu.

27/7, Madrid (Espagne). Dans le quartier de la Moncloa, deux scooters de location en libre service sont incendiés par le *Groupe Nocturne Spontané William Van Spronsen*. « *Que la chaleur du feu et de nos accolades parviennent aux trois du banc public [Hambourg] et à tou-te-s les compagnon-ne-s proches Pour le conflit, pour l'anarchie* » conclut la revendication.

27/7, Trèbes (France). Dans l'Aude, incendie du transformateur électrique Enedis du quartier qui jouxte l'usine *Monsanto* vers 4h30 du matin : après fracture du cadenas, le feu a été bouté à l'intérieur avec des pneus. L'usine a subi une brève coupure avant qu'une ligne de secours ne prenne le relais, mais le quartier a plongé dans le noir.

28/7, Brême (Allemagne). Dans le quartier de Schwachhausen, attaque nocturne d'un poste de police avec dix litres d'essence : deux fourgons de flics partent en fumée et l'entrée du poste est ravagée par les flammes. Revendiqué par *(A)* en solidarité avec les trois compagnons de Hambourg.

| A pleins poumons |

« *Ce s'ra votre tour, messieurs les gros, de monter sur l'plateau, car si vous voulez la guerre, payez-la de votre peau !* »

La chanson de Craonne, 1917

U ne des données frappantes de la Première Guerre mondiale fut non seulement la dimension industrielle de cette boucherie de masse – plus de 18 millions de morts en quatre ans –, mais aussi sa répartition presque égale entre militaires et civils. Si on rajoute à cela l'épidémie de grippe virulente (dite « espagnole ») dont le premier cas fut enregistré le 4 mars 1918 dans le camp militaire de Funston au Kansas, et qui voyagea ensuite rapidement en Europe via les troupes américaines, puis de là aux colonies des empires, causant au minimum 50 millions de victimes supplémentaires à travers le monde, on peut dire qu'en ce début d'année 1919 le poids d'une vie humaine était devenu bien plus léger. Enfin, pas de n'importe quelle vie, bien entendu. D'une part parce que ce sont surtout les prolétaires qui sont allés se massacrer les uns les autres au nom du Droit, de la Patrie et des marchands de canons, d'autre part parce que même dans le cas de la grippe espagnole de l'hiver 1918-19, il existe un fort lien entre le taux de mortalité de cette pandémie et le niveau de pauvreté (plus on était riche, moins on était touché, et inversement).

Il y a cent ans donc, en février 1919 à Paris, au moment où les puissants étaient en pleines négociations pour conclure des Traités de Paix suite aux armistices de l'année 1918, au moment même où des révolutions se multipliaient dans les Empires défaits (Russie, Allemagne, Hongrie), c'est pourtant un geste individuel qui allait secouer tout ce petit monde. Un geste qui fit l'unanimité dans le dégoût parmi les dirigeants du monde (alliés ou ex-belligérants) comme parmi les chefs de parti à peine sortis de leur sanglante Union Sacrée. Des socialistes aux nationalistes, pas un ne manqua à l'appel. Ce geste fut accompli par un jeune compagnon qui n'entendait pas en rester là face au désastre en cours, par un anarchiste qui identifia un ennemi très précis : rien moins que le Président du Conseil

et ministre de la guerre en exercice, le très populaire « *Père la Victoire* » dont le bellicisme jusqu'au-boutiste poussa au maximum le grand massacre, le négociateur en chef de ce qui allait donner le Traité de Versailles, le réactionnaire qui envoya combattre des milliers de soldats français aux côtés des armées blanches en Ukraine et occuper l'Allemagne, l'ancien « *Premier Flic de France* » qui fit tirer à de nombreuses reprises sur des foules de grévistes. Ce responsable politique aux très lourdes responsabilités passées et présentes se nommait Georges Clemenceau.

Un jeune artisan en temps de guerre

Le jeune anarchiste s'appelait quant à lui Émile Cottin, dit *Milou*, et était né le 14 mars 1896 à Creil, avant que sa famille ne déménage trois ans plus tard à Compiègne (toujours en Picardie), où il grandira. Aîné de trois enfants, il avait été formé au métier d'ébéniste après l'école primaire. Lorsque la guerre préparée de longue date éclata, Milou avait dix-huit ans et fit comme ses camarades. Il tenta de s'engager volontairement, mais le conseil de révision le débouta de sa demande à cause d'une maladie du cœur (endocardite) qu'il portait comme un fardeau. Quand il fut appelé sous les drapeaux en mars 1915 avec sa classe d'âge, il cacha ce problème afin d'être incorporé, mais sera tout de même renvoyé chez lui en juillet, définitivement réformé. Milou était alors un prolétaire suivant la masse de ses semblables, bercée par les sirènes de l'union sacrée à laquelle la gôche s'était promptement ralliée, un simple ouvrier qui ne s'était jamais particulièrement intéressé à la politique et trouvait tout naturel de suivre un troupeau guidé par les opportunistes de service.

Dès le 4 août 1914, le secrétaire général de la CGT Léon Jouhaux s'était ainsi prononcé en faveur de la guerre sur la tombe même de Jaurès, assassiné le 31 juillet par un militant nationaliste, un chemin que l'ensemble de la CGT entérinera officiellement lors de son Conseil national quatre mois plus tard en reniant ses vieilles idées antimilitaristes. Du côté des socialistes et marxistes de la SFIO, certains de leurs responsables comme Sembat, Guesde ou Thomas entrèrent immédiatement comme ministres dans les gouvernements bellicistes d'*union nationale*, à l'image de leurs homologues allemands de la IIe internationale qui votèrent

28/7, Pérouse (Italie).

En Ombrie, le siège central du journal *Corriere dell'Umbria* est copieusement caillassé au cours de la nuit.

29/7, Wuppertal (Allemagne)

Un poids-lourd de *Sodexo*, prestataire de service des prisons et des centres de rétention, est incendié « *pour la libération immédiate de tous nos compagnons. ne.s en prison* ».

30/7, Gênes (Italie).

Une voiture de la multinationale italienne du gaz et du pétrole *ENI* incendiée dans la nuit. « *Même si nous sommes hors des murs d'une prison dégueulasse, nous vivons dans un monde comparable à une prison à ciel ouvert* », dit notamment la revendication, qui se termine par « *Solidarité avec tous les prisonniers anarchistes* ».

31/7, Rovereto (Italie).

Dans le Trentin, la porte d'entrée d'une agence d'interim *Randstad* est frappée par un engin artisanal dans la nuit. Un tract de revendication sur place exprime sa solidarité avec les anarchistes incarcérés et ceux condamnés à Florence.

31/7, Leipzig (Allemagne).

Deux voitures de *Telekom* incendiées dans la nuit en plein centre ville devant leur centre de service. Revendiqué en solidarité avec les trois anarchistes arrêtés à Hambourg en se concluant par « *Liberté pour tou.te.s les prisonnier.e.s !* »

ÂÔÛT 2019

1/8, Hanovre (Allemagne).

Le commissariat de Varenheider perd toutes ses vitres, notamment en solidarité avec les trois anarchistes arrêtés à

Hambourg : « *Si vous kidnappez nos compagnons.ne.s des rues ou des bancs publics, nous ripostons !* »

2/8, Berlin (Allemagne).
Dans le quartier de Neukölln, une antenne-relais est incendiée vers 2h du matin. « *Ne sommes-nous pas toutes et tous prisonnier.e.s en quelque sorte, condamné.e.s à accepter notre place dans cette toile technologique qui s'étend autour de nous ? Que ce soient les murs qui nous séparent des gens en taule ou bien les antennes-relais, les câbles en fibre optique, les puces et les capteurs qui nous empêchent de nous rencontrer vraiment. C'est pourquoi nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour détruire ces prisons* » précise notamment la revendication solidaire. « *Nos cœurs ardents sont aux côtés des trois du banc public et de Loïc à Hambourg ainsi qu'après des anarchistes de Suisse en cavale ou en prison pour l'incendie d'une antenne. Vous n'êtes pas seul.e.s !* ».

5/8, Saint-Georges-les-Bains (France).
En Ardèche, le distributeur de billets *Caisse d'Épargne* du centre commercial est entièrement réduit en cendres dans la nuit.

5/8, Athènes (Grèce).
Suite à la libération du policier Epaminondas Korkoneas, qui a tué le jeune compagnon Alexandros Grigoropoulos en décembre 2008, des émeutes éclatent dans la capitale.

7/8, Berlin (Allemagne).
Dans le quartier de Wedding, incendie nocturne d'un véhicule de l'entreprise de services de sécurité *Wisag*. « *Liberté pour Loïc, les trois du banc public et Antonin*

les crédits de guerre au nom de la *Burgfrieden* proposée par l'Empereur Guillaume II. Même Jaurès, qui a été béatement sanctifié comme un mélange de pacifisme et de patriotisme après son assassinat, était en réalité un militariste de premier plan. Une position constante qui lui avait déjà valu l'interruption par l'anarchiste Libertad d'une conférence sur le thème *Le socialisme et la patrie* en mai 1905 à Paris. Alors que Jaurès y défendait l'existence d'une armée de conscription permanente notamment pour défendre la patrie face à l'Allemagne¹, Libertad défendait à l'inverse qu' « *il faut écarter le peuple de l'armée, il ne faut pas que le poison de l'obéissance passive se glisse en lui.* »

Si on rajoute à cela le reniement des idées internationalistes par certains anarchistes à la suite de Kropotkine et du *Manifeste des seize* (1916) prônant de défendre un camp contre un autre, on peut dire que les positions révolutionnaires n'étaient pas faciles à rencontrer en cette terrible période.

A partir de septembre 1915 et les difficultés à gagner sa croûte, Milou va commencer à se déplacer de travail en travail. C'est au cours de ses pérégrinations à Lyon et Paris que cet ouvrier plutôt taciturne et solitaire va peu à peu être amené à se révolter, de rencontres fructueuses en pénibles expériences d'exploitation.

Embauché à Lyon chez de petits menuisiers comme dans de grandes entreprises, il monte à Paris deux ans plus tard, en octobre 1917, rejoindre un camarade lyonnais en espérant améliorer son sort. Affilié au syndicat CGT des ébénistes, Émile Cottin passe ainsi régulièrement dans un petit restaurant coopératif réservé aux adhérents. C'est là qu'au hasard d'une discussion, un compagnon espagnol lui remet un exemplaire du journal libertaire *Ce qu'il faut dire* (avril 1916-décembre 1917), un hebdomadaire anti-guerre notamment opposé aux *Manifeste des Seize*. Tirant tout au long de ses quatre-vingt trois numéros jusqu'à 20 000 exemplaires selon les disponibilités et le prix du papier en tentant de se jouer d'une censure drastique², c'est tout de même un point de départ qui passionnera vite le jeune Milou.

Dès lors, il commencera à économiser sur ses maigres paies afin de dévorer brochures et livres proposés en quatrième page du journal. « *C'est petit à petit et à force de lire des livres que l'idée anarchiste m'a gagné. J'ai senti la révolte s'emparer de moi, quand j'ai vu*

que malgré mon travail je gagnais aussi peu et que j'étais souvent au chômage », dira-t-il plus tard. En janvier 1918, Milou quitte les habituelles chambres meublées et hôtels miteux pour s'installer chez un collègue d'usine, militant socialiste et syndicaliste avec lequel il se cotise également pour acheter et lire ensemble la presse quotidienne de gôche. C'est l'occasion de tenter de comprendre la situation internationale, de débattre de l'union sacrée et de la trahison des partis socialistes, mais aussi d'approfondir les divergences entre anarchisme et marxisme.

En mai 1918, Milou a encore déménagé dans Paris, trouvant d'abord du travail dans une fabrique de meubles du faubourg Saint-Antoine, puis à l'usine d'aviation *Hanriot* à Billancourt. C'est là qu'il est repéré pour la première fois par les mouchards de la police en tenant des piquets de grève face aux jaunes. Menée essentiellement par les 100 000 métallurgistes, cette grève s'était répandue comme une traînée de poudre dans les usines d'armement et de matériel de guerre à partir du 13 mai 1918 chez *Renault* (qui fabriquait en masse ses premiers chars d'assaut) et dura jusqu'au 28 mai, touchant la plupart des usines du secteur de Paris jusqu'à Saint-Étienne et Roanne (villes où des fils de signaux de chemin de fer qui transportent le matériel de guerre sont coupés en plusieurs endroits), en passant par Bourges et Lyon. Ses mots d'ordre étaient non seulement la paix immédiate, mais aussi la solidarité avec la révolution russe en cours, dont on apprenait toujours plus de bribes malgré la censure. Bloquer directement l'industrie de guerre et s'opposer physiquement dans les gares au renvoi au front des jeunes ouvriers dont les classes d'âge étaient mobilisées n'est pas passé sans réaction de l'État, on s'en doute. D'un côté la police chargea sans pitié les piquets et tira à plusieurs reprises contre des grévistes, d'un autre la CGT engagée dans l'Union sacrée fit tout pour isoler les grévistes et favoriser la reprise de ce travail de mort.

Cet épisode marqua durablement Milou, qui fut bien entendu licencié. Non seulement, il ne renouela plus sa carte au syndicat des ébénistes, mais il racontera aussi plus tard que c'est à ce moment-là que l'idée de supprimer le Président du conseil a germé : alors que ses camarades de l'usine *Hanriot* criaient vainement « *A bas Clemenceau !* », « *moi je me suis dit : il y a autre chose à faire, il n'y a qu'à le descendre.* »

Bernanos ! Liberté pour tou.te.s les prisonnier.e.s ! Feu aux investisseurs et aux sociétés de sécurité » conclut la revendication.

10/8, Forbach (France).
En Moselle, la vitrine de la permanence du député *LEM* prend l'air après le jet d'un projectile dans la nuit.

12/8, Sankt-Pölten (Autriche).
Dans la région de Basse-Autriche, le siège du parti d'extrême-droite FPÖ est attaqué dans la nuit : grosses pierres dans les vitres et molotovs, dont l'un finit à l'intérieur, détruisant du matériel de propagande nationaliste.

12/8, Francfort-sur-le-Main (Allemagne).
Dans le quartier de Bockenheim, un véhicule de *Siemens*, multinationale impliquée dans l'industrie militaire et carcérale, est incendié en solidarité avec tous les prisonniers anarchistes.

13/8, Dresde (Allemagne).
Un utilitaire de l'entreprise *Vonovia*, un plus grands consortiums immobiliers européens, est incendié dans la nuit. « *Cette action envoie des saluts solidaires à toutes celles et ceux qui luttent pour une société libérée ou contre les structures répressives* », notamment les trois compagnons de Hambourg.

13/8, Ivry-sur-Seine (France).
Dans le Val-de-Marne, incendie d'une voiture *Enedis*, notamment pour mettre « *un petit bâton dans les rouages de l'empire électronucléaire EDF* » et en solidarité avec la lutte de Bure et Kevin, incarcéré depuis juillet.

Entre deux boulots toujours plus durs à dénicher, Émile Cottin se rendit plus fréquemment aux réunions et causeries anarchistes, peut-être à la recherche de complices, et passa régulièrement son jour de repos, le dimanche, à la librairie des *Amis du Libertaire*, implantée à Belleville. Toujours avide de connaissances, Milou continuait de dévorer tout ce qui pouvait le faire réfléchir, et c'est ainsi qu'il enchaîna Montaigne, Homère, Rousseau, Hugo, Zola mais aussi Comte et Reclus. Durant les six mois qui le séparaient de la fin de la guerre, il s'intéressa aussi à tout ce qui traînait devant ses yeux, passant du spiritisme qu'il qualifiera de « *fumisterie* » à l'astronomie, puis de l'espérantisme à une tentative d'écrire un roman social, qui restera toutefois à l'état d'ébauche.

Agir envers et contre tout

La signature de différents armistices à l'automne 1918 par la Bulgarie, l'Empire ottoman puis l'Autriche-Hongrie mirent fin à la Première Guerre mondiale sur les fronts des Balkans, du Proche-Orient et d'Italie, avant que celui du 11 novembre entre les puissances alliées (France, Angleterre, États-Unis, Italie) et l'Allemagne ne fassent de même. Pour Émile Cottin, qui n'avait pas participé à la grande boucherie d'abord malgré lui puis en tentant de s'y opposer, la situation n'était pas close pour autant. A la veille de son attaque du 19 février 1919, le militarisme et la réaction qui avaient porté tant d'horreurs étaient non seulement toujours aussi vifs, mais ils s'étaient quotidiennement sous ses yeux à travers une actualité tant internationale que locale.

Du côté de la révolution, celle allemande qui avait éclaté en novembre 1918 s'était terminée par l'écrasement de l'insurrection spartakiste de Berlin en janvier 1919 grâce une alliance entre les dirigeants so-

ciaux-démocrates et une partie de l'armée. Inutile de dire que ces derniers avaient reçu le chaleureux appui du gouvernement français de Clemenceau, l'ancien ennemi, qui n'avait pas oublié que l'arrivée de son armée fin novembre pour reprendre possession de l'Alsace-Moselle ne s'était pas que faite sous les acclamations patriotiques, puisqu'elle dû d'abord fleurir un peu partout (de Strasbourg et sa cathédrale surmontée d'un drapeau rouge jusqu'à Metz, et de Colmar à Sarrebourg). Quant à la révolution russe, elle devait désormais affronter depuis décembre 1918 des milliers de soldats français et anglais supplémentaires débarqués en Ukraine pour aider la contre-révolution blanche. Ces troupes ne lâcheront d'ailleurs définitivement l'affaire qu'en avril 1919, quittant précipitamment Odessa et Sébastopol. Milou ignorait certainement qu'en sus de l'armée rouge se trouvaient des milliers d'anarchistes comme lui qui combattaient pied à pied ces mêmes armées blanches soutenues par des pious pious bien français, mais c'est en tout cas une situation qui lui tiendra particulièrement à cœur, puisqu'il lui réservera une place lors de sa déclaration finale devant les juges.

Du côté de la *Conférence de paix de Paris* qui avait débuté en janvier 1919 et débouchera en juin sur le fameux *Traité de Versailles*, ce n'était pas mieux. Tout n'était que sordides tractations entre les gouvernements des ex-Alliés pour dépecer les territoires des pays vaincus (et leurs colonies). Quelles régions d'Allemagne l'État français pouvait-il occuper avec son armée en guise de réparations de guerre, et pour combien de temps, faisait par exemple l'objet de surenchères nationalistes entre les partis politiques, les uns suggérant d'aller jusqu'à Berlin, tandis que les autres se contenteraient d'occuper les régions les plus productives comme la Sarre ou

la Ruhr, ce qui fut d'ailleurs fait.³ Pour les anarchistes et autres révolutionnaires, il était plus ou moins clair que ces jeux de puissances ne pourraient à leur tour que conduire à de nouvelles guerres terribles, ce qui ne manquera malheureusement pas de se produire.

Enfin, le climat d'euphorie liée à la victoire conduisait à une exaltation permanente de ces intouchables braves soldats sacrifiés sur l'autel de la Patrie, mais aussi à renforcer une *Union sacrée* toujours en vigueur et qui écrasait toute perspective révolutionnaire ici et maintenant. C'est pour tenter de briser ce consensus bâti sur des monceaux de cadavres au grand profit de quelques-uns que plusieurs compagnons se retrouvèrent à Belleville au soir du 29 décembre 1918, afin de perturber un meeting organisé par la *Ligue des droits de l'homme* à l'occasion de la clôture de son congrès.

Le petit groupe proche de l'éphémère *Fédération anarchiste* (1918-1920) auquel s'était joint Émile Cottin interrompit brusquement l'orateur aux cris de « *A bas le parlementarisme, on s'en fout de la République, vive l'anarchie !* ». La confrontation culmina par la suite lorsque le célèbre philosophe universitaire qui tenait le crachoir dut lire sous les huées un ordre du jour de la LDH en hommage « *à tous les héros français tombés au champ d'honneur.* » Émile Cottin, qui ne fut pas l'un des moins virulents au point d'être traité selon la coutume autoritaire de provocateur policier par la tribune, expliqua plus tard, « *nous ne pouvions accepter cette formule, ne voulant honorer que les victimes du capitalisme.* »

C'est également au mois de décembre 1918 que Milou parvint à se procurer un pistolet⁴, en l'ayant – ironie du sort –, acheté à un soldat dans un bar du quartier de Bastille. C'est en tout cas ce qu'il déclara à la police, qui recoupa l'information avec le témoignage de son logeur dans la banlieue

sud de la capitale (Montrouge), certifiant effectivement qu'un coup de feu avait brisé une fenêtre dans sa chambre par mégarde, et que Milou s'en était platement excusé. On était bien quelques mois après la fin de la Grande boucherie, les armes circulaient partout, et qui se serait inquiété de ce genre d'incident ? Pas la *Sûreté générale* en tout cas, qui ignorait ce léger détail, et s'était lancée le 5 janvier 1919 dans la rédaction de son premier rapport détaillé sur cet Émile Cottin, qu'elle bouclera le 7 février, contenant les adresses de ses logeurs successifs, les noms de ses différents employeurs et leurs appréciations sur sa personne. Le jeune Milou était désormais fiché dans la case « *socialiste révolutionnaire* ». Quinze jours plus tard, l'anarchiste videra son chargeur contre Clemenceau.

Mais qui est l'assassin ?

Au matin du mercredi 19 février 1919, Milou se leva un peu plus tôt que d'habitude, après avoir pris soin de ranger ses précieux bouquins dans une malle, dont le dernier qu'il s'était procuré, *La Terre* d'Élisée Reclus. C'est cette malle qui lui vaudra d'être traité quelques jours plus tard d'« *assassin bibliophile* » par un grand quotidien conservateur. Son projet étant mûri depuis plusieurs mois, il avait non seulement trouvé l'adresse du boucher (dans l'annuaire, tout simplement), mais surtout effectué de précieux repérages. La seule faille dans le dispositif de sécurité qui entourait le Président du conseil et néanmoins ministre de la guerre, était en effet le trajet ponctuel de 200 mètres qu'il parcourait chaque matin en automobile entre 8h45 et 9h depuis son domicile jusqu'au ministère de la guerre, place du Trocadéro. Il savait en outre que le « *Père la Victoire* » était logiquement assis à l'arrière, qu'un premier brigadier faisait office de chauffeur et un second de garde du corps, mais aussi que pour avoir le temps de bien le

viser à travers les vitres et la carrosserie, il lui fallait de précieuses secondes. D'autant plus que la limousine pouvait soudain filer à vive allure, à une époque où le nombre de voitures était moindre.

Milou choisit le long tournant au carrefour de la rue Franklin et du boulevard Delessert (16e) pour passer à l'action, d'où il pourrait d'abord tirer de côté, puis finir dans l'arrière de la Rolls-Royce *Silver Ghost* utilisée par Clemenceau. Il lui faudra également ne pas éveiller l'attention des nombreux policiers en civil qui rôdaient dans le coin, mais dont il avait pris soin de mémoriser les visages.

Vêtu d'un imperméable et d'un chapeau, Milou est arrivé en métro de sa banlieue. Il est présent à 8h30 sur le terre-plein qu'il s'était choisi, et feint d'attendre le tramway en regardant la vitrine d'un magasin d'appareils électriques. Lorsque la voiture arrive à sa hauteur en ralentissant avant de tourner, il se retourne pour appuyer sur la détente. Il a neuf balles dans son pistolet et un second chargeur plein dans la poche. Tout se déroule comme il l'avait pensé : il a le temps de tirer deux balles de côté en direction du passager arrière qui passe à sa hauteur, dont l'une traverse la vitre de part en finissant par hasard dans la joue d'un agent sur le trottoir opposé. Une fois la Rolls passée, il vide le reste de son chargeur sur l'arrière en effectuant un tir groupé, courant bras tendu derrière la limousine qui accélère maintenant à fond. Sur les sept dernières balles, quatre toucheront directement leur cible : deux érafleront un bras et une main de Clemenceau en traversant son pardessus, une troisième traversera pardessus, jaquette et s'arrêtera sur son maillot de corps, tandis que la quatrième franchira tous ces obstacles en entrant par son omoplate droite pour finir sa course dans un poumon. Les chirurgiens accourus au chevet de Clemenceau refuseront d'ex-

traire la balle, l'opération étant trop délicate (il a 78 ans), et préféreront miser sur son enkystement par les tissus du corps du vieil homme. Après plusieurs jours à cracher du sang suite à un début d'hémorragie liée aux battements de cœur et qui font légèrement bouger le projectile, le *Premier Flic et Militaire de France* pourra bientôt reprendre sa sale besogne. Il finira cependant les dix dernières années de sa vie avec une balle anarchiste fichée dans la carcasse. Émile Cottin a manqué son acte à quelques malheureux millimètres près, ceux qui séparent la trop vigoureuse paroi d'un poumon de l'aorte d'un cœur diabétique.

Lynché par une foule d'employés de commerce, de cochers et de bourgeois, frappé à coups de cannes, Milou est ensuite péniblement ramené au commissariat du coin par des agents, le corps fourbu et le visage tuméfié. Selon l'habitude des attaques de la fin du siècle précédent (ce n'est après tout qu'une trentaine d'années plus tôt), il n'a aucun mal à s'identifier et à défendre son geste face aux enquêteurs. Au commissariat, apprenant que le chef de l'État n'est que grièvement blessé, il déclare d'emblée « *M. Clemenceau est l'ennemi de la classe ouvrière. C'est pour cette raison que j'ai agi, et je ne regrette qu'une chose, c'est de ne pas l'avoir tué.* »

Très vite, la police doit se résigner au fait qu'Émile Cottin a agi seul, après avoir enquêté tous azimuts, d'un cheminot parisien qui avait proclamé à haute voix dans un bistrot « *c'est bien malheureux qu'il ait raté Clemenceau* », jusqu'à une mère de Fontenay-aux-Roses qui avait refusé de s'associer dans son école primaire aux prières de l'institutrice, après avoir entendu des ouvriers dire à son père « *si nous n'avons pas eu Clemenceau cette fois, la prochaine nous ne le raterons pas* ». Pour l'exemple, ce sera donc Julien Content, le gérant du *Libertaire* qui vient tout juste de

reparaître en janvier 1919 après cinq années d'absence (et un numéro clandestin en juin 1917 contre la guerre), qui sera embastillé après une perquisition au siège du journal le 21 février, au prétexte que les flics ont retrouvé par trois fois le surnom de Milou dans un registre.

La mort... puis la prison

Depuis qu'Auguste Vaillant avait lancé sa bombe en pleine Assemblée nationale en 1893 avant d'être guillotiné bien que son geste n'ait tué aucun député, les anarchistes savaient à quoi s'attendre du côté du pouvoir comme de ses opposants qui ne rêvent que d'en prendre les rênes. Après son attaque, Cottin qui avait eu l'occasion d'approfondir la question de l'action directe individuelle avec son bref ami l'année précédente, ne se faisait aucune illusion sur les socialistes de la SFIO (dont deux tiers des délégués se prononcèrent l'année suivante pour l'adhésion à la IIIe Internationale en fondant le parti communiste). Dès le lendemain, l'*Humanité* du 20 février 1919 qui soutenait sans faillir depuis cinq années le grand massacre de prolétaires au nom de la Défense de la patrie, précisa à sa Une « *flétrir sans réserves l'imbécile attentat* », tout en précisant : « *Cottin pensait peut-être servir la cause du prolétariat. Il a apporté à la réaction capitaliste et militaire un appui qu'elle n'eût pas osé espérer... Le socialisme, aujourd'hui comme hier, écarte de sa propagande et de son action les attentats individuels. Il appelle la classe ouvrière, en tant que telle, à des manœuvres de masse...* » Quant au journal *Le populaire*, quotidien fondé en avril 1916 par l'aile gauche de la SFIO groupée autour de Longuet, le respecté petit-fils de Karl Marx, il lance cet avertissement de pompiers sur l'indispensable fonction de contention de son parti : « *Il y a un Cottin, malgré le socialisme. Sans le socialisme, il y en aurait des centaines.* »

En face, *Le Libertaire* va bien entendu tenter de défendre Milou, mais le pays est toujours sous état de siège depuis août 1914, un régime qui ne sera levé que le 12 octobre 1919, soit près d'un an après l'armistice. Ce qui fait non seulement que la censure continue de frapper large tout ce qui est « *de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations* », et que Cottin n'est pas déféré devant une cour d'assises, mais devant un conseil de guerre. Son acte a été requalifié en « *attentat contre la sûreté de l'État* ». Le capitaine chargé de l'instruction la bouclera en trois semaines (et un peu moins de 800 pages), tandis que la justice militaire fixera le procès dans la foulée, le 14 mars, un mois après l'attaque.

Le temps presse, et *Le Libertaire* –qui se rattrapera par la suite– fait ce qu'il peut : son premier article qui évoque la question le 23 février est entièrement blanchi par la censure. Celui du 2 mars aborde la question en biais en rappelant que son directeur est toujours embastillé pour avoir fréquenté Milou, celui du 9 mars allume la gôche qui a condamné le geste de Cottin : « *Quel touchant spectacle de voir comment l'élément socialiste parlementeur s'écarte de nous et fait chorus avec la bourgeoisie, facilitant ainsi la répression gouvernementale... Maintenant, bourgeois, allez-y, faites donner la meute. Les valets de plume attendent les ordres : les politiciens à plat ventre lèchent la patte du fauve et les nationaux socialistes envoient leur sympathie à la violence d'en haut.* »

Pour résumer le sentiment qui prédomine chez une petite partie des anarchistes à la sortie de la guerre dans un mouvement sorti laminé du conflit (entre la trahison du *Manifeste des Seize* et ceux qui sont morts au front), on peut tout de même citer la lettre de Louis Lecoin⁵ envoyée le 27 février depuis la prison militaire de Clermont-Ferrand à Émile Cottin, qui se trouvait alors à La Santé. Cette lettre

circula avant le procès, fut citée à charge par le procureur, et fut abondamment reproduite par la suite lors de la campagne pour libérer Milou : « *En essayant de débarrasser l'humanité de la bête malfaisante dont les mains sont teintées encore du sang des peuples, tu as bien mérité d'elle. Tu as bien fait, et nous ne nous désolidariserons pas d'avec toi... Ami ! Les Libertaires t'aiment pour ton acte ; toute la partie saine de la classe ouvrière, qui ne s'y trompe pas, y applaudit. Certes, les actes individuels ne viendront pas à bout de tous les despotes et de tous les despotismes ; une révolution sera nécessaire ; mais tels, ils ont la valeur d'un symbole puisqu'ils indiquent où il faut frapper.* »⁶

Le procès de Milou durera à peine six heures, et le Lieutenant Monnet, procureur militaire de son état, demandera sans surprise sa tête avec des formules du genre « *en voulant tuer le chef de notre armée, le représentant de la France à la Conférence de la Paix, c'est la France elle-même, Messieurs, qu'on a tenté d'atteindre* » ou encore « *Cottin, cette fleur vénéneuse poussée sur le fumier de l'anarchie* ». Le conseil de guerre n'aura de son côté besoin que de vingt petites minutes pour délibérer : vendredi 14 mars 1919, jour de ses vingt-trois ans, Milou est condamné à mort pour tentative d'homicide avec préméditation, et sans circonstances atténuantes. Il est transféré à la prison centrale de Melun dans la cellule réservée à cet effet, et attend son exécution (il y passera 42 jours).

Défense de l'acte

Deux éléments vont pourtant rapidement venir contrecarrer les plans du pouvoir pour guillotiner Émile Cottin.

Le premier est le contexte social lui-même. Dix jours après sa condamnation à mort s'ouvre un autre procès retentissant, le 24 mars 1919, celui du nationaliste d'ex-

trême-droite Raoul Villain qui a assassiné quatre ans plus tôt celui que les socialistes ont érigé en martyr, Jean Jaurès. Le parallèle est frappant : pas de conseil de guerre mais un jury d'assises, pas de précipitation mais une attente de cinquante-six mois, et surtout, surtout, un procureur qui ne demandera pas la peine de mort mais une « *condamnation atténuée* »... ainsi qu'un jury bourgeois qui va carrément acquitter Villain le 29 mars, condamnant en sus la veuve Jaurès à payer les frais de justice. L'ombre de Cottin va planer pendant tout le procès, et il servira d'exemple : Milou avait un vil mobile subversif, celui de Villain était aussi noble que l'ordre, l'un s'en est pris à la France quand l'autre entendait l'exalter et la protéger. Même le successeur de Jaurès à la tête de l'*Humanité*, le député socialiste Pierre Renaudel, y alla de son petit couplet au nom de la défense : « *Jaurès eût fait rayonner notre politique de guerre.* » Le pourvoi en cassation de Milou est rejeté le 2 avril par la justice militaire, son exécution n'est plus qu'une question de jours puisqu'il refuse avec dignité « *de s'abaisser* » à solliciter une grâce présidentielle.

Pour les humanistes qui s'indignent, le parallèle est glaçant (celui qui a tué est acquitté, celui qui n'a pas tué est condamné à mort), mais c'est surtout d'une partie du troupeau massacré et massacreur que les yeux vont un peu s'ouvrir : pour le pouvoir, blesser un chef d'État au nom de la liberté est un crime, quand assassiner un leader du parti socialiste au nom de la patrie est une œuvre de bienfaisance. C'est ainsi que les cris de « *Vive Cottin !* » vont résonner de plus en plus fort (notamment dans la manifestation d'hommage à Jaurès de 150 000 personnes le 6 avril), et que va monter une revendication de colère paradoxale : puisque Villain a été acquitté, amnistie générale pour tous ! Tant pour Milou que pour les soldats qui croupissent encore en prison pour s'être mutinés pen-

dant la guerre. « *Je vous prie de croire que force ne restera pas à la loi* » proclame avec détermination *Le Libertaire*.

Le 8 avril, un décret présidentiel commue la peine de mort de Cottin en dix ans de prison pour tenter de calmer la situation. Le 9 avril le gouvernement cède sur une revendication ouvrière historique, en déposant un projet de loi adopté le 23 avril : la journée de huit heures. Quant à la manifestation du 1er mai 1919, interdite à Paris, elle se traduit par l'une des plus importantes émeutes du genre depuis celui de 1906 : face à la troupe qui quadrille la capitale, les manifestants montent des barricades, renversent les tramways et affrontent la police lors de batailles de rue. Les flics feront 2 morts et 350 blessés, mais en compteront pas moins de 480 dans leurs propres rangs, y compris par armes à feu.

Quant au second élément, c'est bien entendu Émile Cottin lui-même qui y contribuera, en ne lâchant pas l'affaire de son arrestation jusqu'au procès. Contestant point par point toutes les constructions de l'accusation à l'aide de notes prises au fur et à mesure, il se lança également dans une déclaration finale qui avait le mérite d'être aussi explicite que son geste, et qui servit de base à la solidarité qui s'exprima sans relâche jusqu'à sa sortie de prison.

En voici un extrait : « *Je tiens à vous déclarer franchement que je suis anarchiste, c'est-à-dire antiautoritaire, anticléricaliste, antimilitariste et antiparlementaire. Je n'ai qu'une patrie, la Terre. Je ne comprends pas la société actuelle, parce qu'elle est autoritaire et qu'elle n'engendre qu'une foule de malheurs, cette autorité ayant toujours été un épouvantail entre les mains des gouvernants au détriment de la masse qu'ils affament. J'enraye son action par tous les moyens mis à mon pouvoir. Je tiens donc tous les gouvernants autoritaires tant en France*

qu'à l'étranger, responsables de toutes les guerres... Pour en venir directement à l'attentat qui m'est reproché, j'ai agi contre M. Clemenceau parce que, reniant son passé, il représente aujourd'hui en France le principe d'autorité... C'est sous le règne de M. Clemenceau que nous voyons l'armée française envahir l'Allemagne révolutionnaire et dissoudre sans pitié les soviets ouvriers que ceux-ci fondèrent pour combattre avec tant de mal la dynastie du Kayser et fonder un régime nouveau... C'est ce même M. Clemenceau qui « fait la guerre », souhaite et même entreprend une expédition armée en Russie, non plus contre une autocratie, mais bien contre un peuple que le tsarisme et la guerre ont ruiné... J'accuse le gouvernement français et ceux qui par leur influence ont contribué à cette guerre, du meurtre de 1 500 000 Français. J'accuse les gouvernements autocrates et bourgeois qui ont participé directement à cette guerre, ainsi que ceux qui n'ont fait entendre aucune protestation plausible contre celle-ci : du meurtre de 12 millions d'hommes, de la perte de plusieurs centaines de milliards, fruit du travail de nombreuses générations. Comme je l'ai déclaré au début, les anarchistes saperont le principe autoritaire et ses nombreuses ramifications parce qu'il est seul coupable de la douleur universelle... »

A partir de la condamnation à mort de Milou en 1919 commuée en dix longues années de prison, une partie des anarchistes n'auront de cesse de le faire libérer avant son terme.

D'un côté ils défendront une amnistie générale pour solder les comptes de la guerre tout en exigeant la fermeture des bagnes civils et militaires comme Cayenne ou Biribi, avec des proclamations comme « *Il faut qu'on ouvre toutes grandes les portes des bagnes, des prisons* » (*Le Libertaire*, 7 septembre 1919). D'un autre côté, ils appuieront toujours plus explicitement l'acte de Cottin. Après un premier meeting

le 17 octobre 1919 à Paris, un second est organisé l'année suivante à Clichy. Devant quatre cents personnes, les uns regrettent que le geste de Milou ait malheureusement échoué, tandis que les autres estiment que c'est tout l'état-major, massacreur en chef, qui méritait d'y passer. C'est pour ce genre de propos apologétiques (« *propos subversifs tenus en réunion publique* »), que les compagnons Content, Coussinet et Letourneur sont condamnés le 28 octobre 1920 à six mois de prison. Le gérant du *Libertaire*, Julien Content, se reprendra une seconde peine de quatre mois en décembre 1920 pour un article de Louis Loréal qui avait défendu l'acte de Milou en mars dans le journal. Loréal prendra quant à lui un an de prison pour lui apprendre le poids des mots. Ce dernier, chansonnier et compositeur-interprète, ne lâchera pas pour autant l'affaire, et écrira même la chanson populaire *Gloire à Cottin* (sur l'air de *Gloire au 17e*, de Montéhus), reproduite en janvier 1922 dans *Le Libertaire*, écopant d'une nouvelle peine de huit mois de prison. Cet air fredonné avec entrain dans les faubourgs et les bouges ouvriers, se terminait ainsi : « *Oui, ton geste fut grand, beau, courageux et noble / D'avoir voulu venger le monde ensanglanté / Hélas ! Ton coup manqua. La sinistre crapule / Par malheur survécut à la balle d'acier ! / Et toi, tu fus jeté dans la noire cellule / Où tu souffres encor, ô noble justicier ! / Nous ne t'abandonnons pas à ton noir destin / Et vous, les chats-fourrés de la magistrature / Déployez contre nous toute la procédure ! / Vous n'étoufferez pas ce cri : Vive Cottin !* »

Si le pouvoir pouvait certes frapper deci de-là certains compagnons, il ne pouvait par contre plus arrêter une vague solidaire aussi diffuse qu'une chanson qui passe de bouche à oreille. Il pourra par exemple saisir le 22 avril 1922 au siège du *Libertaire* 10 000 exemplaires de la brochure *Émile Cottin, son geste, sa condamnation, son supplice*, mais il n'empêchera pas sa

diffusion. Tiré à 100 000 exemplaires, l'opuscule résumait en huit pages le palmarès de Clemenceau (rappelant par exemple les vingt morts et quatre cents blessés de la répression des manifestations viticoles de 1907 et celle des grèves insurrectionnelles de Villeneuve et Draveil en 1908), pour se terminer par une adresse laconique à ses lecteurs : « *Vous regretterez qu'il ne soit pas tombé sous les coups du justicier Cottin* ». A côté de cette brochure, l'*Union anarchiste* mit également en circulation une carte postale avec le portait de Milou et des milliers de papillons, déclinés en seize phrases différentes, qui se retrouvaient collés un peu partout. Ils allaient de « *Contre le génie du mal, Cottin s'est dressé et a voulu venger tous les assassins. Admirons-le et arrachons-le à ses tortionnaires* » jusqu'à « *Peuple, n'oublie pas que les grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. Levons-nous et sauvons Cottin !* »

Cette année-là, la justice établit même un tarif syndical pour condamner toutes celles et ceux qui faisaient retentir dans la rue ou les bistrotts le fameux « *Vive Cottin !* », soit un mois de prison avec ou sans sursis selon le casier des intéressés. Lors d'un autre meeting le 21 janvier 1923 en faveur de Milou, la salle de centaines de personnes se déchaîna une fois de plus, et ce fut le nouveau gérant du *Libertaire* qui en sera tenu responsable. Son procès le 6 mars (où il prendra six mois de prison) était bien entendu une nouvelle occasion d'agitation : « *Vous croyez peut-être que vos poursuites nous obligeront à nous taire et que d'autres Cottin ne surgiront pas ? Vous vous trompez... Condamnez-moi comme vous avez condamné mes camarades ; vous ne m'empêcherez jamais de glorifier l'anarchie en criant : « Vive Cottin ! A bas tous les gouvernants ! »* »

Finalement, à la faveur de nouvelles élections législatives en mai 1924 voyant l'arrivée au pouvoir du cartel des gauches,

le gouvernement Herriot prononça une série d'amnisties, allant de politiciens aux cheminots de la grève de 1920, et puisqu'il décida également du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, il ne put passer à côté d'Émile Cottin. C'est ainsi que le 21 août 1924, le ministre de la Justice concéda une remise en liberté conditionnelle de Milou, celui qui avait manqué de quelques millimètres le cœur du boucher Clemencau.

Deux chemins opposés

A sa sortie de cinq années éprouvantes dans la centrale de Melun, Milou ne lâcha qu'une brève déclaration : « *Me reposer tout d'abord, car j'en ai grand besoin ; faire de la musique, goûter par de longues promenades le calme de l'admirable forêt, et lire, lire surtout, car il me faut avant tout reprendre contact avec la vie.* » On ne sait pas grand chose des dix années suivantes de sa vie, sinon qu'il était assigné à résidence dans l'Oise, et que ni la justice ni les mouchards ne relâchèrent leurs attentions contre lui.

D'abord de retour chez ses parents à Compiègne, il s'installa ensuite à Haucourt chez Second Casteu, un compagnon qui participait activement à l'hebdomadaire anarchiste du coin, *Germinal*. Fort de sa formation de menuisier-ébéniste, Cottin survivait en fabriquant des boîtes à pain en bois, et fut arrêté plusieurs fois lors de ses déplacements en dehors de l'Oise pour tenter de garder des liens avec son ex-compagnonne et le fils qu'ils avaient eu avant de se séparer. Ce fut notamment le cas en 1930 à Lyon, où il fit quelques mois de prison, puis à Clichy en février 1936. Vivant là sous une fausse identité et continuant de travailler comme ébéniste, il fut dénoncé et effectua à nouveau trois mois de prison.

Quelques mois après cette nouvelle incarcération, c'est la révolution qui éclata

en Espagne. N'ayant jamais perdu ni enthousiasme ni sens pratique, il se procura une fois de plus de faux papiers en juillet 1936 grâce aux anarchistes Louis Louvet et Simonne Larcher, qui animaient depuis plusieurs années des *Causeries populaires* sur Paris. Cette dernière était également très liée aux compagnons italiens comme Renato Souvarine⁷, qui éditaient en exil le journal *Diana*.

Sous une fausse identité, Émile Cottin parvint sans encombre en Espagne, probablement vers septembre 1936, et décida de combattre au sein du *groupe international* de la colonne Durruti. C'est à ses côtés qu'il trouva la mort à Farlete un mois plus tard, le 8 octobre 1936, sur le front de Saragosse. Voici comment Antoine Gimenez raconte ses derniers instants : « *Il se trouvait de garde, perché sur un arbre, au bord du fleuve, quand une balle, sûrement tirée par un tireur d'élite, le tua. Il était un garçon taciturne, solitaire, toujours plongé dans je ne sais quel rêve intérieur. Nous étions à table, chez la tia Pascuala qui avait accepté de faire la cuisine pour une dizaine d'entre nous, lorsque quelqu'un rentra en disant : « On a tué Cottin ». Je le connaissais à peine, je ne sus que plus tard qu'il avait essayé de tuer « le Tigre ». » La dernière lettre qu'il avait adressé à sa famille, le 21 septembre 1936, portait comme adresse : « *Émile Cottin – comité français CNT-FAL, Cuartel de Petralbes, via Layetana 32, Barcelona.* »*

Pour finir, alors que Milou resta le reste de sa vie fidèle aux convictions que la seule bonne guerre n'était pas celle des puissants qui n'hésitaient pas à faire massacrer des millions d'exploités, mais bien *celle menée contre eux*, alliant geste individuel et participation à la révolution, on peut se demander ce qu'était devenu l'ultra-nationaliste Raoul Villain. Celui-là même dont l'acquiescement par le pouvoir fut le pendant de la condamnation à mort

de Cottin. Eh bien, il se trouve que le chemin du patriotard croisa une seconde fois celui de l'anarchiste. Loin des affres de l'existence, Raoul Villain s'était installé en 1932 sur une plage d'Ibiza, dans les Baléares, pour jouir en paix de l'héritage laissé par son père, greffier en chef du tribunal de Reims. Surpris par la guerre d'Espagne, Villain se trouva fort à son aise lorsque la garnison militaire et les gardes civils de l'île se rallièrent aux franquistes. Mais il le fut beaucoup moins lorsqu'une colonne de près de cinq cents anarchistes sous la bannière de *Cultura y Acción* débarquèrent soudainement dans l'île pour les en chasser, les 9 et 10 septembre 1936. C'est là que Villain mourut, le 26 septembre, étranglé par un compagnon qui n'avait pas la mémoire courte.



1. L'ultra-nationaliste Raoul Villain qui assassina Jaurès le 31 juillet 1914, reprochait par exemple à ce dernier de s'être opposé en 1913 à la *Loi des trois ans* qui rallongeait d'une année la durée de la conscription. Mais en face, Jaurès était tout simplement partisan d'un autre système militaire de « *défense de la patrie* » : une conscription obligatoire de 18 mois qui diminuerait progressivement jusqu'à six mois en octobre 1918, avec en sus un système suisse de jours de manœuvres réguliers chaque trimestre tout au long de la vie.

2. Le bureau de censure organisé au niveau du ministère de la guerre proposait soit de réécrire l'article avant impression soit de le remplacer en entier par un blanc. *Ce qu'il faut dire* tenta ainsi de louvoyer avec les 5000 fonctionnaires affectés à cette tâche. Pour donner un exemple, le n°2 de *Cqfd* du dimanche 9 avril 1916 se présentait ain-

si : (sur cinq colonnes) p.1, deux colonnes vides ; p.2, trois colonnes vides ; p.3 une demi-page vide (un feuillet de Tolstoï dont ne subsiste que le titre, *Tu ne tueras point*, et la signature) ; p.4 une demi-colonne vide.

3. De fait, l'armée française occupera une partie de la Rhénanie (1918-1930), le territoire de la Sarre (1920-1935), la Ruhr (1923-1924), Memel au nord de la Prusse orientale, une partie du Schleswig-Holstein et la haute Silésie (1920-1922) ; soit en tout 12 à 15 millions d'habitants.

4. Il s'agit d'un pistolet automatique *Ruby* utilisant des balles de 7,65 Browning, en dotation dans l'armée française à des centaines de milliers d'exemplaires à partir de 1915, et fabriqué en Espagne.

5. Louis Lecoin, anarchiste et syndicaliste, passa la plupart de sa vie en prison entre 1910 et 1920 pour son agitation antimilitariste. Alors insoumis, il est arrêté en décembre 1916 en distribuant, seul, à Belleville le tract « *Imposons la paix !* » et ne sortira de prison qu'en 1920.

6. Voir par exemple *Les anarchistes et le cas de conscience*, ed. de la Librairie sociale (Paris), 1921, pp. 18-19

7. Voir Renato Souvarine, *Pour l'anarchie du mouvement anarchiste !*, ed Anarchronique (Paris), janvier 2019, 64 p.

| Revues, livres & journaux |

Dimitris Koufontinas, **Geboren am 17. November. Eine Geschichte der griechischen Stadtguerilla**, ed. Bahoe Books (Autriche), 302 p., décembre 2018

Pour obtenir une permission de sortie, l'auteur de « *Né le 17 Novembre. Une histoire de la guérilla urbaine en Grèce* », Dimitris Koufontinas, toujours incarcéré, a entamé une grève de la faim de plusieurs semaines en mai dernier. Sa grève a eu des échos solidaires à l'extérieur. Des dizaines d'attaques incendiaires ont visé les structures de l'État et du capital en Grèce pour appuyer sa lutte.

Dans le contexte francophone, son nom est généralement inconnu. Il en va de même pour l'histoire de la guérilla urbaine en Grèce de ces dernières décennies. Koufontinas a rejoint « *l'organisation révolutionnaire 17 Novembre* », d'orientation communiste et anti-impérialiste, en 1977, deux ans après sa création. La dernière attaque du *17 Novembre* a eu lieu le 8 juin 2000, lorsque l'attaché militaire britannique Saunders fut exécuté dans les rues d'Athènes. Suite à un accident en manipulant une bombe le 29 juin 2002 qui laissera Savvas Xiros, membre de l'organisation, grièvement blessé, l'État réussit à arrêter de nombreux membres ou ex-membres de l'organisation. Face à l'avalanche de collaboration des arrêtés avec la police et la « *déformation de l'histoire de l'organisation 17 Novembre* », Koufontinas, recherché à travers tout le pays, décida de se rendre pour revendiquer son appartenance et défendre les idées et pratiques de son organisation. Lors du procès en 2003 concernant



plus de 2500 délits imputés à l'organisation, quinze personnes ont été condamnées à de lourdes peines. Jusqu'en 2018, année où Koufontinas fut enfin transféré dans une prison agricole, il purgea sa condamnation en isolement.

Dans ce livre paru en 2014 en grec puis en allemand cette année, Koufontinas dresse non seulement le portrait de son organisation, en s'abstenant de longues analyses politiques agaçantes pour se focaliser sur leur « praxis », mais permet également une incursion dans l'histoire de la lutte armée en Grèce depuis le régime des colonels. Il décrit, comme ce fut le cas dans maints pays européens, un mouvement d'autonomie (à l'université, dans les usines, dans les quartiers), s'organisant généralement en dehors des partis (y compris d'extrême gauche) et des syndicats, né en Grèce à la fin des années 70. La faillite du parti communiste, d'obédience farouchement stalinienne, est alors visible aux yeux de tout révolté... ce qui n'empêchera pas la naissance de dizaines de mini-partis communistes, maoïstes, anti-impérialistes, léninistes etc. Depuis l'autonomie anti-autoritaire, la lutte armée est alors soutenue et pratiquée en petits groupes, en dehors de grandes structures. Une coordination éphémère va même exister entre les différents groupes et structures, y compris anarchistes. Ce qui allait devenir le *17 Novembre* était un de ces groupes-là, qui proposera à la fin de la coordination et face à l'intensification de la répression du nouveau régime démocratique, un mo-

dèle centralisé et fermé de lutte armée. La première action du *17 Novembre*, c'est l'exécution du chef de poste de la CIA en Grèce : Richard Welch. Ils continueront par la suite à exécuter d'anciens tortionnaires de la dictature et des représentants des forces armées américaines. D'orientation plus « *soutien aux luttes du peuple* » qu'« *avant-gardiste* » (« *l'expression la plus avancée de la lutte prolétarienne* » et autres conneries du genre), l'organisation *17 Novembre* acquerra un soutien populaire et de la solidarité de nombreux révolutionnaires – y compris parmi ceux opposés à sa vision marxiste et anti-impérialiste –, à travers ses ripostes coup pour coup face à l'agression policière de manifestants, de grévistes, d'émeutiers etc. C'est le 26 novembre 1985 que le *17 Novembre* mène une première action de ce genre : face à la création des unités anti-émeute (les « *MAT* ») et des charges particulièrement violentes contre des manifestations, ils font sauter un de leurs fourgons, tuant un policier et en blessant 14 autres. L'organisation *17 Novembre* attaquera aussi plusieurs capitalistes d'importance, souvent impliqués dans d'incroyables scandales et magouilles (ce qu'ils présenteront évidemment comme « *de la justice prolétarienne* ») et surtout plusieurs intérêts du capitalisme international, notamment des entreprises allemandes, britanniques ou américaines présentes en Grèce. Contre les guerres (comme la première guerre du Golfe en 1991), ils lanceront des roquettes contre des convois militaires, des entreprises de l'armement et exécuteront des responsables militaires.

Comme on le disait, Koufontinas n'alourdit pas son récit avec trop de fastidieuses analyses marxistes, même si cela ne l'empêche pas de dire des choses très critiquables (comme le fait de prendre des sondages comme indicateurs du soutien populaire au *17 Novembre*, ou son idée que le capital national grec serait soumis et

donc « *dialectiquement* » opposé au capital international, ou l'aspiration à rien moins qu'un État socialiste populaire en Grèce !). Rentrer ici dans le détail et la critique de ces positions n'est pas possible, et peut-être même inutile de nos jours. Ce livre vaut surtout la peine d'être lu si on cherche à comprendre la genèse de la lutte armée en Grèce, les références que son histoire a semé dans la mémoire et l'imaginaire révolutionnaire là-bas... ou, pourquoi pas, afin de chercher à comprendre comment le *17 Novembre* s'organisait, comment ils se sont procurés leur armement, comment ils louaient des planques et volaient des véhicules (en essayant de toujours les restituer après l'action s'il s'agissait de véhicules appartenant à des prolétaires), pourquoi ils ont toujours refusé d'entrer en contact avec d'autres organisations armées... S'il existe un énorme gouffre entre ce qu'on entend par une approche anarchiste de la lutte armée et de ses nécessités et la vision du *17 Novembre* sur cette même question, le livre a le mérite d'exposer leur vision en toute clarté, indiquant également les erreurs et les failles, leurs concessions et problèmes organisationnels. Aux anarchistes d'en prendre connaissance, d'en tirer des bilans critiques et de développer leur propre approche du problème de la lutte subversive en armes.

Pour conclure, ce livre n'est pas un récit de « *héros de la lutte armée* », mais le récit de quelqu'un qui a combattu les armes à la main lorsqu'il le pouvait, et par les poings, son cerveau et son corps jusqu'à aujourd'hui, sans jamais renoncer à ses propres idées. Il n'a pas été oublié par les anarchistes en Grèce, qui ont rajouté leurs banderoles et leurs marteaux, leurs molotovs et leurs bombes dans sa lutte pour obtenir une permission de sortie, premier pas vers sa libération.



Stepniak, **La Russie souterraine. Esquisses du mouvement révolutionnaire russe (1860-1880)**, ed. Tumult (Bruxelles), 254 p., juin 2019

Depuis sa première traduction en 1885, ce livre n'avait plus connu de réédition. Pourtant, même s'il fut écrit à une époque où très peu était su à propos du mouvement révolutionnaire de la Russie tsariste et que son objectif premier était de susciter une solidarité avec ces révolutionnaires, ce livre permet toujours de se plonger dans ces années de lutte féroce contre le tsarisme.

L'auteur, Sergueï Kravtchinsky (alias *Stepniak*), faisait partie du mouvement populiste *Zemlia i Volia* (Terre et liberté), il était anarchiste au temps de la Première Internationale, et dû s'exiler de Russie suite à son attentat qui mit fin en 1878 à la vie du chef de la police secrète, le général Mezentsov. Dans ce livre, il dresse le tableau du développement intellectuel et théorique d'une partie de la jeunesse russe, qui s'abreuve du nihilisme philosophique, rejetant toute religion et embrassant le matérialisme scientifique comme seule base d'énonciation de la vérité. Quelques années plus tard, ces idées se mélangeront avec du socialisme, pour donner le mouvement révolutionnaire populiste russe. Ce mouvement allait multiplier les efforts de propagande et entamer un parcours de « désorganisation » du régime au pouvoir : assassinats de responsables et de mouchards, attentats, évasions,...

C'est la naissance du « terroriste » d'un genre nouveau, comme Stepniak l'appelle positivement : « *C'est encore une individualité puissante. Ce n'est plus, comme son prédécesseur, un héros d'abnégation. Il n'a plus, il ne recherche plus ce parfum de beauté morale qui faisait du propagandiste*

comme un être d'un autre monde. C'est qu'il ne tourne plus les yeux en dedans sur lui-même. C'est son ennemi, sa haine qu'il regarde. Il est le type de la force individuelle, rebelle à tout joug. Il ne combat pas seulement pour rendre le peuple arbitre de ses destins. Il ne songe pas seulement à guérir la nation qui suffoque dans un air empesté. Il travaille pour son compte, pour ceux qu'il aime, qu'il adore avec tout l'enthousiasme d'une âme comme la sienne. Il combat pour ses amis, qui gémissent dans l'horreur cellulaire des prisons centrales. Il combat pour lui-même. Il s'est juré d'être libre. Il le sera au défi de tout. Sa tête orgueilleuse ne plie devant aucune idole. Il a voué son bras puissant à la défense du peuple, mais il ne l'adore plus. Et si le peuple mal conseillé lui crie : Sois esclave ! il répond : Non ! — et il va de l'avant, défiant ses imprécations et sa fureur, assuré que la justice viendra s'asseoir sur sa tombe. »

Dans *La Russie souterraine*, Stepniak dresse les portraits d'une dizaine de femmes et hommes qui ont combattu contre le tsarisme et pour la libération du joug impérial et capitaliste. Il nous plonge dans les activités de l'époque, comme la création d'une imprimerie clandestine ou une évasion de prison. Cette réédition (à l'identique moins sa *Note* et son *Appendice* finaux, ainsi que la préface de Pierre Lavrov, remplacée par un avant-propos inédit) est complétée par une biographie de Stepniak et une chronologie du mouvement russe. Pour aller plus loin, on ne saurait que conseiller les deux excellents volumes de Franco Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution. Histoire du populisme russe au XIXe siècle* (parus chez Gallimard en 1972). Ils offrent une étude approfondie et détaillée de l'évolution de la pensée révolutionnaire russe, restée inégalée jusqu'à aujourd'hui.

Sabaté. Guérilla urbaine en Espagne (1945-1960), ed. Tumult (Bruxelles), 400 p., juin 2019

Beaucoup de choses ont changé depuis la première parution de ce livre, à la fin des années 60 du siècle dernier. À l'époque, ce récit de la vie, des expériences de combat et de la mort du guérillero anarchiste Francisco Sabaté Llopart offrait un point de repère aux compagnons plus jeunes pour se lancer dans la lutte, en dehors des organisations libertaires vermoulues. Dans presque tous les pays du continent européen, une décennie d'expériences de lutte armée diffuse et de subversion révolutionnaire succéda aux années qui ont vu Sabaté et d'autres anarchistes combattre, arme au poing, contre le fascisme espagnol. Depuis lors, quarante ans sont passés... Le capitalisme a fait peau neuve plusieurs fois, les États ont transformé leurs modes de gestion, et les nouvelles restructurations en cours, notamment à travers le processus technologique, sont en train d'effacer les derniers vestiges de l'époque où Sabaté et ses compagnons menaient leurs combats. Mais cela n'enlève rien à l'importance théorique et pratique des actions de Sabaté, ni à la valeur du trésor qu'héberge ce livre.

On peut dire que, quelles que soient l'époque ou les circonstances, les anarchistes s'accordent au moins sur quelques questions. Dès lors que nous considérons l'État et le capital comme nos ennemis, et que nous estimons que la liberté ne deviendra possible que lorsque ces deux manifestations de l'autorité et de l'exploitation auront cessé d'exister, nous devrions, en tant qu'anarchistes, sans trop de chichis, être d'accord avec le principe de l'attaque contre l'État et le capital ; avec le principe de l'action directe, de l'action libératrice contre ce qui nous opprime. Pourtant, dès qu'un compagnon ou une compagne rassemble ses pensées, s'organise et décide

de transposer ses mots dans des actes, il y en a inévitablement qui se sentent obligés de partager leurs doutes, leurs craintes, leurs incertitudes, leurs perplexités face à une proposition d'attaque. En fait, depuis toujours, certains anarchistes ont laissé flétrir leur anarchisme, pour en faire une sorte de paravent destiné à cacher leur propre indécision et leurs propres compromis. De telles personnes, qui ne font que théoriser leur propre paralysie, ne sont évidemment jamais d'accord avec un compagnon ou une compagne qui, à travers son action, contribue justement à les démasquer. Quand l'ennemi est attaqué, les forces répressives commencent à se mouvoir, mais elles ne sont pas seules : l'attaque crée aussi des remous dans les eaux stagnantes du compromis avec l'existant, même lorsque celui-ci se donne des traits révolutionnaires.

On commence à les connaître par cœur, ces reproches qui fusent alors. « *Ce n'est pas le moment. Les conditions ne sont pas réunies. Nous ne sommes pas assez nombreux. Il faut être sûrs de ne pas couper les liens avec les masses. Nous ne devrions pas nous mettre en danger de manière téméraire.* » Et le refrain se répète à l'infini. Ce genre de « critiques » n'aboutit qu'à deux propositions : soit un renoncement à l'anarchisme compris comme un combat, soit une attente perpétuelle, en vue de temps meilleurs. Plutôt que de développer des rapports de solidarité, de soutien et de complicité, le seul lien que ces compagnons entretiennent encore avec les expériences réelles de la lutte révolutionnaire se résume à encenser les histoires aventurées et dangereuses de luttes brutales qui se déroulent loin, très loin de leur petit foyer (de préférence quelque part à l'autre bout du monde). Ou, trop tardivement, à élever la voix quand les compagnons qui avaient attaqué l'ennemi ici et maintenant, par tous les moyens qu'ils estimaient ap-

propriés, se retrouvent derrière les barreaux ou reposent six pieds sous terre. Ces quelques lignes peuvent sembler sévères. Elles ne sont pourtant rien à côté des durs propos adressés à un compagnon comme Sabaté, sournoisement tenu à distance par les bureaucrates du mouvement libertaire et par de nombreux militants dociles qui avaient transformé en programme politique leur propre inactivité en termes de lutte réelle contre l'oppression.

Ce livre raconte bien sûr la détermination de Sabaté, le courage et l'audace des ses compagnons, l'intransigeance de leurs combats et les multiples facettes de leur lutte, mais il aborde aussi le revers de la médaille. Il raconte l'absence de soutien des organisations libertaires de masse, malgré toutes les ronronnantes déclarations de guerre, vis-à-vis de ceux qui ont mené la guérilla contre le fascisme ; les calomnies concoctées par les cadres dirigeants de l'exil libertaire à propos du combat et de la personnalité de ces guérilleros ; l'ostracisme qui gratifia celles et ceux qui, par leur solidarité et leur soutien, ont contribué à rendre possible la lutte armée.

On pourrait s'en tenir à accepter l'inévitable et infinie répétition de ces infamies, mais il est peut-être possible que cela ne se passe pas toujours ainsi. Les structures organisationnelles de l'anarchisme espagnol des années 50 et 60 — ces mêmes organisations de masse qui avaient déclenché de nombreuses insurrections et soutenu d'encore plus nombreuses actions armées, qui avaient lancé l'insurrection révolutionnaire de 1936 — n'étaient sans aucun doute plus en phase avec les nouvelles exigences théoriques et pratiques de la lutte révolutionnaire. Et, deux décennies plus tard, le modèle fermé et hiérarchique de la lutte armée des années 70, basé sur une approche léniniste ou maoïste, n'a pas forcément, lui non plus, réussi à contribuer à la généralisation de la subversion

révolutionnaire et armée qui secouait les sociétés européennes. Aujourd'hui, nous pensons que la lutte révolutionnaire a effectivement besoin d'organisation, mais d'une approche organisationnelle qui se focalise entièrement sur la lutte même, sur la préparation et la réalisation d'attaques contre les structures et les hommes de la domination, sur le soutien aux et l'intervention dans les conflits insurrectionnels. Une telle organisation n'a pas besoin de congrès, de porte-paroles, de programmes ou d'acronymes, il s'agit de l'*organisation informelle de la lutte insurrectionnelle*.

Avec une telle approche, tout prend une autre couleur. La diffusion de propagande et de contre-information n'a pas pour objectif le recrutement de membres ou la croissance de la réputation et de la popularité, mais fait partie d'une certaine projectualité. Le rapport aux autres, aux exploités et aux opprimés dans la société n'a plus rien à voir avec celui qui relie des messies à leur troupeau, ce sont, au contraire, des révolutionnaires combattifs qui contribuent à l'extension de la conflictualité et cherchent la rencontre avec d'autres révoltés. Le problème des ressources pour mener la lutte ne dépend plus de la bonne volonté des autres ou des contributions volontaires, non, il devient une question d'expropriation, nécessaire pour subvenir aux besoins de la lutte. Tout instrument, toute activité, tout rapport prend une autre couleur lorsque le but n'est plus la croissance quantitative d'un mouvement anarchiste, la répétition à l'infini d'une agitation qui ne débouche sur aucune conclusion d'attaque et d'insurrection, mais bien la qualité de l'intervention, l'agir dans des situations données. Tout change lorsque les anarchistes se délestent du poids immonde de la recherche d'une quelconque reconnaissance par le spectacle, de la passivité et de la répétition maquillées en « lutte », de la délégation du conflit.

Jusqu'à son dernier souffle, Sabaté a dû faire face à des reproches, émanant de compagnons, et à quelque chose qui lui pesait peut-être plus que le fait de mettre sa propre vie en jeu : l'isolement. Car tel est le prix qu'il a dû payer toute sa vie. La stupidité des autres, leur mauvaise foi, leur entêtement à ne pas vouloir comprendre, leur manque d'enthousiasme et leur reniement de la signification de la solidarité : ce sont des choses qui blessent plus profondément que les balles de l'ennemi. Mais la sympathie creuse, substitut qui semble témoigner d'un dégoût face à l'intime indécision, d'une curiosité morbide, voire d'une fascination pour les activités périlleuses d'autres compagnons et compagnonnes, cause aussi d'énormes dégâts, peut-être plus encore que les juges et les flics.

Ce livre contient tellement d'éléments qui pourraient servir de points de repère dans la construction d'une projectualité individuelle, d'une perspective de lutte commune, face aux difficultés qui nous attendent ; il est délicat d'en extraire les plus fondamentaux. Mais nous pouvons peut-être en faire ressortir un en particulier : nous devons comprendre que nous ne devons, d'aucune façon, attendre que les autres — y compris les meilleurs compagnons — nous donnent le signal pour passer à l'action. Ce signal doit venir de nous-mêmes. Chacun et chacune de nous doit trouver, par ses propres forces et dans ses propres désirs, des compagnons et forger des affinités, affinités qui sont l'élément essentiel pour donner vie à l'organisation de l'attaque dont nous avons besoin.

Ce livre met en évidence les différences entre les dimensions du savoir, du comprendre et de la décision d'agir. Elles sont complémentaires, mieux, elles sont réciproquement nécessaires les unes aux

autres, mais aucune d'entre elles ne débouche automatiquement sur une autre. Et c'est sans doute vis-à-vis de la dernière dimension que la vie de Sabaté peut constituer une puissante source d'inspiration.



[introduction à la nouvelle édition de juin 2019]



Sans détour. *Journal anarchiste aperiodique* n°2, 24 p., mai 2019

Six mois après son second numéro, *Sans détour* revient dans le format original qu'on lui connaît. Il est cette fois accompagné d'un supplément, *Ce Qu'il Faut Détruire* (Cqfd), recensant par thèmes des traces d'attaques de ces derniers mois. Sorti en mai, son éditorial part de l'incendie accidentel de Notre-Dame de Paris afin de pousser le bouchon plus loin encore : « *Si la rébellion individuelle naît de sentiments et de passions, nous pensons que c'est aux idées et aux rêves de la nourrir. En restant dans la métaphore, on pourrait donc dire que les rêves et les idées constituent l'oxygène empêchant aux étincelles de s'éteindre, et permettant de porter toujours plus loin le feu qui brûle.* »

Au sommaire, des réflexions sur l'insurrection et le brouillard mais aussi sur la toile technologique, quelques inactualités historiques sur le Premier mai, une traduction sur l'inimitié envers la politique, un important développement sur la peur, deux sympathiques digressions sur les hypothèses policières lors d'attaques anonymes et la démocratie indonésienne, et même des suggestions de lecture.

On peut se le procurer en écrivant à sansdetour@riseup.net

